

LE PROBLÈME
DE
L'UNITÉ RUSSE

16-6-15

ÉMILE HAUMANT

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PROBLÈME
DE
L'UNITÉ RUSSE

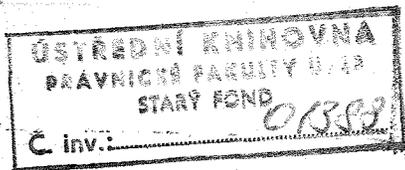
Avec 4 cartes



ÉDITIONS BOSSARD

43, RUE MADAME, 43
PARIS

1922



666/
36.

inv. e. 14.657.

Knihopis a proskriptalovec prof. M. B.

in memoriam

1-30

AVANT-PROPOS

La dislocation de la Russie a été, surtout pour nous, Français, le résultat le moins prévu de la guerre mondiale. Certes nous savions qu'avec ses 22 millions de kilomètres carrés, elle était exposée à des chocs, voire à des reculs ; qu'à l'intérieur, les liens entre le peuple vainqueur et les vaincus de la veille pourraient se relâcher ; que la poussée révolutionnaire, enfin, minait l'Empire. Mais de là à croire l'État russe « un colosse aux pieds d'argile », il y avait loin ; l'opinion commune était que, vulnérable sur ses frontières, il garderait toujours, grâce à son solide noyau moscovite, l'essentiel de sa force.

Or, en 1918, la Russie est devenue un chaos de peuples ennemis ; la Moscovie elle-même a paru s'effondrer. « Nous l'avions bien dit ! » se sont écriés alors des prophètes après coup. Mais aujourd'hui, la situation ayant quelque peu changé, ils hésitent, et avec eux, beaucoup d'hommes d'État. Les Alle-

mands, qui avaient machiné le désastre, ont changé d'idées et de plan ; les Anglais, hier si prompts à reconnaître les États nouveaux, font maintenant assez bon marché de leur existence. Par contre, les voisins immédiats de la Russie continuent à lui prédire un avenir de désordre et d'impuissance ; mais, formés ou agrandis de ses dépouilles, peuvent-ils tenir un autre langage ? En France enfin, l'opinion est plutôt optimiste, mais par tenace russophilie plus que pour des raisons positives. En fait, nul ne sait ce que sera demain.

Cet avenir trouble, nous n'avons pas la prétention d'y faire la lumière. Il nous a semblé seulement que, puisque les informations des journaux sont confuses, il y a lieu de chercher les solutions possibles, peut-être probables, dans l'étude des éléments essentiels et permanents du problème. La structure du pays et son histoire indiquent-elles que l'unité y est le fait logique, naturel ? Les Grands-Russes, jadis créateurs de la Russie une, sont-ils aptes à en entreprendre la restauration ? Trouveront-ils un obstacle insurmontable dans les aspirations d'autres rameaux de leur race, ou dans celles des « allogènes ? » Les intérêts économiques et politiques des uns et des autres les pousseront-ils à transiger entre le centralisme d'hier et la dislocation dont le spectre, en dépit des succès des bolchéviks, se dresse toujours ?

Le problème de l'unité russe, ainsi posé, n'est pas celui de l'intégrité russe ; la première peut exister sans que l'autre soit reconstituée comme en 1914. Nous avons donc laissé de côté les « Marches » et les allogènes de l'ancien Empire, sauf les Tatars, que la géographie et l'histoire lient au sort des Russes, les Lettons et les Esthoniens, dont on ne conçoit guère la séparation durable, les Polonais enfin, dont la lutte ou la réconciliation avec la Russie imprimeront son cours à l'histoire de l'Europe orientale.

Nous nous sommes gardés, d'autre part, d'indiquer des temps ; la famine actuelle et celles qui la suivront, reculeront les solutions, sans d'ailleurs en changer la nature.

Toutes ces questions, nous les avons étudiées avec une vive sympathie pour la Russie. Peut-être dirait-on que cette sympathie a influé sur nos conclusions ; nous croyons, en tout cas, qu'elles n'ont pas rendu inexact ou partial notre exposé des faits.



LES INFLUENCES GÉOGRAPHIQUES ET HISTORIQUES

La géographie de la Russie. Son cadre de 1914 et celui d'autrefois. Les régions intermédiaires. Les fleuves, leur rôle.

L'histoire. La première Russie, celle de Kief ; la seconde, celle de Moscou. Son expansion.

La Sibérie ; comment elle est devenue russe. L'unité sibérienne et celle des deux Russies.

EN dépit de l'exemple contraire des Empires coloniaux, un État doit satisfaire, pour naître et durer, à certaines conditions géographiques. Il lui faut tenir en une zone où les conditions de vie s'accordent à peu près, présenter à ses voisins des frontières capables de décourager leur ambition, enfin, et surtout, posséder un centre naturel mar-

qué, sinon par des distances kilométriques, du moins par la rencontre des voies naturelles qui dirigent l'activité humaine.

Au premier abord, il semble que la Russie réunisse ces conditions. Elle a contre elle l'énormité des distances, mais pour elle l'absence d'obstacles intérieurs. Du nord au sud, en effet, elle forme une plaine ininterrompue qui s'oppose nettement à l'Europe de l'ouest, si découpée par ses mers et ses montagnes. Cette plaine a partout le même climat continental, excessif ; les mêmes froids, apportés par les vents du pôle qui la balayent tout entière, y règnent en hiver ; les chaleurs y permettent, à peu près partout, les mêmes cultures. La grande différence est dans l'humidité, qui va décroissant du nord au sud, mais la distance est si grande que, tout compte fait, les contrastes ne sont guère plus sensibles d'Arkhangel à Odessa que de Dunkerque à Marseille.

D'autre part, cette plaine est enfermée entre des mers ; océan Glacial, mer Baltique, mer Noire, mer Caspienne, et des montagnes, Oural et Caucase. Ce cadre a des brèches, à l'ouest, entre la Baltique et les Karpathes, à l'est, entre la mer Caspienne et les Monts Oural ; malgré leur largeur, et toutes proportions gardées, elles ne rendent pas l'ensemble plus vulnérable que ne le sont la plupart des pays d'Europe. Mais ce cadre est-il celui de la vraie

Russie ? Certains géographes le contestent. Pour eux, elle s'arrête, au nord, aux plaines basses qui précèdent l'Océan Glacial, au nord-ouest et à l'ouest, aux dépressions qui, du fond de la mer Blanche, atteignent le golfe de Finlande, puis se prolongent, par des lacs et des marais, jusqu'au bassin moyen du Dniépr ; au sud, enfin, sur les steppes, fertiles ou non, qui font commencer l'Asie avant le Caucase et le fleuve Oural. Au delà de ces accidents du sol, des peuples nouveaux et des cultures nouvelles apparaissent, de sorte que le cadre politique de 1914, officiel, conventionnel, réunit des régions qui n'étaient pas faites pour être unies ; seul, le cadre restreint englobe un pays homogène, la Moscovie d'autrefois. Le reste, dans l'intervalle des deux cadres, ce sont des pays jadis indépendants dont le retour actuel à l'indépendance tient, nous dit-on, à la disposition même de l'Europe orientale.

Il est exact, en effet, que la plaine russe a des rides qui n'ont pas été sans action sur l'histoire, mais y voir des barrières, c'est trop. Il y a des Russes comme des Finnois de chaque côté de la dépression du nord-ouest ; dans l'ouest, il y a encore des Russes jusque dans le bassin de la Vistule. Dans le nord, ils occupent les bords de la mer Blanche, en grandes masses, partout où le sol et les communications rendent la vie possible ; dans le Sud, ceux de la mer d'Azof, et tout cela, sans que l'État y ait

aidé! Des barrières qui n'ont jamais arrêté personne ne peuvent, aujourd'hui que l'importance des frontières naturelles a décliné, justifier l'existence de frontières politiques. En fait, ce qui frappe dans l'Europe orientale, ce n'est pas ce qui sépare, mais ce qui unit. La carte montre que, dans ces immensités où, longtemps, les « chemins qui marchent » ont seuls pu vaincre la distance, ces chemins sont nombreux, faciles, reliés les uns aux autres. Des affluents de la mer Glaciale on passe, parfois sans mettre pied à terre, aux affluents de la Néva ou de la Volga, et de ceux-ci, par de courts *portages*, à ceux du Dniépr et du Don. Or, si les têtes de ce réseau de routes sont toutes sur ce qu'on appelle un peu prétentieusement « le plateau central », tous les points d'arrivée sont dans les pays de bordure qu'on nous représente comme isolés ; le centre russe est donc central, non seulement pour le cadre intérieur, mais encore, presque partout, pour le cadre extérieur de tout à l'heure. Qu'en conclure, sinon que c'est l'union, non l'isolement, qui est le vœu de la nature?



Les conjectures que suggèrent les cartes ne se réalisent pas toujours ; en Russie, l'histoire les a rigoureusement vérifiées. Dans le passé préhistorique, nous entrevoyons, sur ses fleuves, des mou-

vements incessants des populations ; dans les régions boisées du nord et du centre, les colons venus de l'Ouest ont le dessus parce qu'ils sont mieux armés ; la steppe dénudée du sud, au contraire, est le domaine des nomades que, par les bords de la Caspienne, l'Asie déverse périodiquement sur l'Europe. C'est seulement au VIII^e siècle que l'histoire commence par la formation, sur la route d'eau presque continue qui va de la mer Baltique à la mer Noire, d'un Empire qui n'est, à vrai dire, qu'une *potamocratie* ; sa capitale — la Kief des Slaves — s'appelle, pour les Varègues qui l'ont fondée, *Sambata*, le lieu de rassemblement des bateaux. Quand cette capitale tombe, au XIII^e siècle, sous les coups de ses voisins, les nomades des steppes, l'Empire kiévien disparaît, mais aussitôt, dans une région que ses colons ont dès longtemps entamée, à l'abri des forêts de la Russie centrale, d'autres États russes grandissent dont l'avance est déterminée, comme jadis celle des Varègues, par les cours d'eau. De portage en portage, les Novgorodiens gagnent la mer Blanche, puis l'Oural. Plus terrienne, la Moscovie se forme dans la *Mejdourétchié*, la Mésopotamie d'entre la Volga et son affluent l'Oka, autour de pauvres capitales, jadis villages finnois, Mourom, Souzdal, puis de celle qui, à la surprise des Russes eux-mêmes, lui a donné son nom pour plusieurs siècles. « Qui aurait cru, dit un fragment historique,

sans doute écho de chants populaires, que Moscou deviendrait un royaume, un empire? Autrefois il n'y avait là, sur la rive, que les filets du boïar Koutchek. »

Mais Moscou se trouve au point où se rapprochent le plus les rivières intérieures de la Mésopotamie russe, la Kliazma et la Moskva, non loin des affluents extérieurs qui leur correspondent, la Tverza, et l'Ougra, et du portage par lequel, de l'Istra, dernier affluent de la Moskva, on gagne le réseau de la haute Volga. D'autre part, la seule route praticable entre la région de Kief et la Mésopotamie, c'était celle du haut Dniépr ; or, elle croise celle du nord à l'endroit même où le légendaire Koutchek pendait ses filets. Point d'étape, dès le XIII^e siècle, pour les marchands comme pour les armées, Moscou est devenue riche, populeuse ; maîtres du centre économique de la région, ses princes ont pris le dessus sur leurs voisins et rivaux. Au XIV^e siècle, l'ancienne Souzdalie est devenue la Moscovie ; du XV^e au XVIII^e siècle, tout aussi naturellement, elle deviendra la Russie.

Dans l'est, c'est par la Volga qu'a été atteinte, en 1552, la capitale tatare de Kazan, dont la chute a entraîné celle d'Astrakhan, et dès lors, tout le fleuve étant aux Russes, ils coupent en deux les domaines des nomades et peuvent pénétrer en Sibérie. Au nord, d'autres circonstances interviennent, géographiques elles aussi. La république de Novgorod se fond

dans la Moscovie, non seulement parce qu'elle est anarchique, incohérente et sans frontières, mais encore parce que, sa population grandissant, elle a besoin de plus de blé qu'elle n'en produit et qu'il dépend des Moscovites de l'affamer. Dans le sud, au contraire, c'est l'exportation des hommes qui est décisive. Depuis longtemps la population agricole des steppes a disparu devant les nomades, qui sont eux-mêmes peu nombreux relativement, et à l'immense espace qu'ils parcourent, et aux Russes du centre et de l'ouest qui, derrière leurs forêts, sous la protection des tsars ou des rois de Pologne, ont pullulé. Un mouvement spontané d'émigration vers le sud-est se produit donc et devient irrésistible quand, au XVI^e siècle, l'occupation de la Volga par les Russes a définitivement privé les nomades des secours de l'Asie. Précédées par les paysans qui fuient le servage et deviennent, dans la steppe, de libres Cosaques ; établissant des lignes fortifiées au fur et à mesure de leur avance, utilisant surtout les routes d'eau, les troupes du Tsar descendent le Don comme jadis la Volga. Avec Pierre le Grand, elles atteignent la mer d'Azof.

Vers l'ouest, l'expansion russe a, semble-t-il, un caractère différent. Les historiens disent que les Tsars, héritiers du Varègue Rurik, ont voulu, d'une part, reconstituer l'Empire de leur ancêtre réel ou légendaire, et, de l'autre, délivrer du joug des Po.

lonais catholiques des populations russes de nom, de langue et de religion. Sans doute, mais sous ces arguments de chancellerie, on retrouve encore la politique « fluviale » ; maîtres des sources, les Russes vont aux embouchures. Contre les Polonais ils refont donc, en sens inverse, le même chemin que les Varègues de jadis ; par le Dniépr, ils retrouveront la mer Noire. De même, contre les Suédois, pour atteindre les rives de la Baltique, premier séjour des Varègues, il leur faut descendre la Duna ou la Néva. Comme la route à leurs armées, le but s'imposait à leur politique et qu'il dût être un jour atteint, ce n'était pas douteux. Quand Gustave-Adolphe parle des Moscovites « éternels ennemis des nations libres », dans cette phraséologie intéressée il y a du moins un mot exact : c'est « éternels ». La pression de l'immense arrière-pays privé d'accès à la mer devait durer tant que le verrou ne sauterait pas.

En somme, rien ne donne plus l'idée d'un fait naturel que le triomphe de l'unité dans la plaine hier encore entièrement russe. Nous ne disons pas, d'ailleurs, qu'il ait été fatal ; on peut concevoir un autre cours de l'histoire, Les peuples du dehors ou de la périphérie pouvaient remonter les fleuves, comme l'avaient fait les Varègues eux-mêmes, et, le centre entamé, fonder des États assez vastes pour étouffer entre eux la future Moscovie. Le fait est

qu'en un temps la plaine de l'est a été tatare et musulmane, les marais du nord-ouest et de l'ouest, scandinaves ou polonais. Si ces formations n'ont pas duré, c'est sans doute que leur base était trop lointaine, que leurs fondateurs étaient sollicités dans d'autres directions plus attrayantes, et enfin, et surtout, que les Slaves russes avaient pris les devants dans la seule région de l'Europe Orientale qui pût, de longtemps, abriter et nourrir une population relativement dense. Dès le XIII^e siècle, le fait que leur lointaine colonie moscovite est aussi le centre géographique de l'immense plaine a déterminé la fortune de la Russie et aussi son unité, des mers du nord à celles du sud, des régions indécises de l'ouest à l'Oural, et au delà.

Cet « au delà », nous n'en avons rien dit encore, parce qu'avant le XIX^e siècle, il n'a pas compté pour l'Europe et fort peu pour la Russie. C'est hier seulement que la Sibérie, par le progrès parallèle de la voie ferrée et du peuplement, a pris une importance qui grandira longtemps. A côté du problème européen qu'est l'unité de la Russie d'Europe, il y a déjà, il y aura de plus en plus un problème mondial, celui de l'unité des deux Russies.

On sait qu'entre elles il n'y a d'obstacle réel que la distance ; les Monts Oural sont peu élevés, entamés par des vallées profondes que joignent, d'un versant à l'autre, des cols faciles à franchir. Les Russes

ont donc gagné l'Asie sans plus de peine que n'en avaient eu, pour passer en Europe, maintes populations asiatiques. Dans ce nouveau monde, ils ont retrouvé les mêmes plaines que chez eux, les mêmes produits, le même climat, seulement encore plus excessif, les mêmes fleuves, tournés vers le nord, il est vrai, mais avec de grands affluents orientés vers l'est. La même circonstance historique, enfin, a favorisé leur avance. Il n'y avait en Sibérie que des indigènes peu nombreux, moins en raison de la pauvreté du sol que de l'attrait du sud où leurs groupes allaient se perdre aussitôt formés.

Dans l'extrême-est, il est vrai, les conditions paraissaient moins favorables. La Sibérie y finit, en effet, par des massifs montagneux dont le fleuve, l'Amour, va vers la mer intérieure sino-japonaise, c'est-à-dire vers des États longtemps plus puissants et plus peuplés que ne l'était la Russie. Il eût paru naturel qu'elle ne prévalût pas dans cette région. Mais là encore la géographie est venue à son aide. Peuples du sud, les Chinois et les Japonais n'étaient pas tentés par des vallées stériles et des côtes glacées dont se détournaient même les autochtones ; les Mandchous venaient d'en partir pour la conquête de la Chine quand les Cosaques, l'éternelle avant-garde des Russes, y ont paru. En somme, ce qui a prolongé jusqu'au Grand Océan l'unité politique de la Russie, c'est l'unité climatique.

2

Dans cette immense cuvette que les géographes appellent l'Eurasie (l'Europe-Asie), l'unité a donc été favorisée, sinon commandée, par des circonstances naturelles ; à telles enseignes que les Mongols l'avaient réalisée, ou à peu près, avant les Russes. Ceux-ci ont mis plus de temps à leurs conquêtes — ils n'étaient pas, en effet, un peuple de cavaliers — mais ce qu'ils ont occupé, ils l'ont peuplé, sauf les régions qu'occupaient, à l'intérieur et surtout sur les frontières, en masses déjà importantes, les *allogènes* soumis. C'est de l'existence de ces allogènes, multipliés par la paix russe, que naît aujourd'hui la réaction contre la géographie et l'histoire qu'elle a faite.



II

LES GRANDS-RUSSES

Leur fortune d'autrefois ; leur chute récente. L'explication supposée de l'une et de l'autre.

Ce qu'il faut en croire. L'ethnographie, la géographie, l'histoire.

Les événements de 1917 ; leur sens réel. Le patriotisme russe.

L'avenir. Le retour inévitable de la Russie à une politique de reconstruction et d'expansion.

AVEC près de soixante-dix millions d'âmes, le rameau grand-russe faisait, vers 1900, plus de la moitié de la population de l'Empire. Du centre géographique dont nous avons montré l'importance, ses moujiks avaient rayonné dans tous les sens, surtout vers l'est, en Sibérie. Les Tsars avaient construit l'État, pièce à pièce ; ses *tchinovniks* l'administraient, mêlés d'ailleurs d'étrangers et d'allo-

gènes. Au XIX^e siècle, sa langue et sa littérature étaient devenues « mondiales ». Il n'est donc pas surprenant que, d'après ce passé, beaucoup d'Européens aient cru à son avenir ; le XX^e siècle, à son début, semblait lui réserver autant de succès que les précédents.

Il est vrai que, ce passé, certains l'interprétaient autrement. Depuis un siècle, des historiens, la plupart Polonais, s'efforçaient de montrer, dans la fortune des Grands-Russes, l'effet beaucoup moins de leurs qualités que de leurs défauts ; soumis à un despotisme mongol qu'ils supportaient, nous disait-on, parce qu'ils étaient — et sont encore — des *Asiates*, des Finnois ou des Tatars plus que des Slaves, ils avaient vaincu leurs voisins d'occident simplement parce que ceux-ci, plus civilisés, n'avaient pas été dressés à l'obéissance passive. Mais un tel succès ne pouvait être que fragile ; on nous prédisait que si jamais le knout tombait des mains du Tsar, la puissance russe tomberait aussi, et en effet, après la révolution de 1917, nous avons vu les esclaves de la veille, aussitôt émancipés, fuir vers l'est, abandonnant armes, alliés, concitoyens, proclamant qu'ils en avaient assez de l'État russe, et que pouvait s'en séparer qui voulait !

Faut-il croire aujourd'hui que, les Grands-Russes n'ayant dû leurs succès qu'au tsarisme et celui-ci ayant disparu, ils seront à jamais incapables de res-

taurer leur puissance d'autrefois ? Une telle conclusion exclurait toute chance d'unité, à l'avenir, dans l'Europe orientale ; il faut donc, avant tout, examiner à quel point les faits l'autorisent.



Écartons d'abord la supposition souvent faite d'une infériorité ethnique des Grands-Russes. Certes, leur sang est fort mêlé, mais quel peuple est de race pure, et quelle conclusion autorise un mélange, même finnois ? Nous entendons vanter la haute culture des Finnois de Finlande ; pourquoi des Finno-Slaves seraient-ils un moins bon « matériel humain » ? On a soutenu, au contraire, que le croisement des deux races a créé un type plus solide que le slave, plus délié que le finnois, et la fortune de l'État russe servait d'argument, peut-être à tort, à l'appui de cette opinion ; les malheurs d'à présent ne sont pas plus probants en sens contraire.

La géographie fait-elle plus de tort aux Grands-Russes que l'ethnographie ? Ils ont dû se développer loin des foyers de la civilisation occidentale, dont la chaleur ne leur arrivait qu'affaiblie, et quelquefois pas du tout, car certains voisins, apparemment peu sûrs de l'infériorité naturelle des Moscovites, s'appliquaient à intercepter ces pâles rayons. De là, dans la civilisation russe, un retard, mal rattrapé depuis

deux siècles, mais qui pourrait reprendre son importance d'autrefois, maintenant que sont refermées la plupart des portes et des fenêtres percées par les Tsars des deux derniers siècles. Il serait pourtant imprudent d'y compter. Outre que les distances n'ont plus la même valeur, trop de routes se sont ouvertes, dans le monde, pour qu'on puisse les couper toutes. Un blocus efficace n'est plus possible pour un pays immense, et celui des idées et du progrès encore moins que tout autre.

Si l'on admet donc que l'air du dehors atteindra toujours la Russie, et d'autre part, que les Grands-Russes ne sont pas frappés d'une tare « congénitale », il ne reste à invoquer contre eux que leur histoire et la basse mentalité qu'elle aurait créée. Jadis on en donnait des preuves sur lesquelles on a beaucoup discuté, mais qu'on peut négliger depuis la catastrophe de 1917-1918. Cette catastrophe, l'Europe se l'est expliquée par un manque à peu près complet d'esprit national, c'est-à-dire de la qualité sans laquelle un peuple ne se relève pas ; ce manque, on a cru le constater même dans le passé russe. Que faut-il en penser ?

On a dit souvent que Napoléon aurait changé l'issue de la campagne de 1812, s'il avait soulevé les serfs contre les seigneurs ; que d'autres, avant lui, auraient pu recourir, avec les mêmes chances de succès, au procédé que le seul Guillaume II n'a pas

dédaigné d'employer. En fait, nous n'en savons rien, mais nous savons par contre, avec certitude, qu'il y avait dans la Russie d'autrefois un patriotisme vivace. Qu'il fût fait surtout de la haine des musulmans de l'est et des catholiques de l'ouest, il se peut, mais quel patriotisme, au monde, n'a pas commencé par la xénophobie ? Le malheur de la Russie est que le patriotisme n'y a pas eu son évolution normale ; qu'au lieu de se préciser, de se fortifier, comme il l'a fait ailleurs, il s'est, nous ne dirons pas affaibli, mais obscurci.

D'abord, par suite de l'établissement du servage qui, s'il a fortifié l'État en astreignant les masses à nourrir ses agents, l'a affaibli en créant, entre ceux-ci et celles-là, un antagonisme que l'acte libérateur de 1862, trop chiche de terres pour les ex-serfs, a laissé subsister. Or, longtemps, le danger en avait été atténué par la foi traditionnelle du peuple dans le Tsar, mais, depuis Pierre le Grand, cette foi avait baissé ; par leur costume « allemand », leurs mœurs, leurs mariages, leur politique, leur vie dans une capitale aussi peu russe que possible, au milieu d'étrangers et de Russes à demi dénationalisés, les Tsars s'étaient éloignés des masses, et de même leurs serviteurs. Depuis deux siècles, de par l'opposition des mœurs non moins que par celle des intérêts, il y avait en Russie deux nations ennemies que gardait en paix, seule, l'autorité du maître commun. Comment cette

autorité a faibli, d'abord dans la nation d'en haut, pourtant la plus intéressée à son maintien, nous n'avons pas à le rappeler ici ; il suffit de constater que pour « l'intelligence », le produit, la fleur, si l'on veut, de la classe dirigeante, le Tsar était l'auteur principal, sinon unique, des misères russes, et que le devoir du bon citoyen était donc de le combattre. Peu à peu, cet esprit de révolte a rejoint, dans les masses, les sourdes rancunes des paysans. Le danger qui en résultait, on l'a vu clairement après la guerre de Mandchourie, et l'Allemagne comptait bien, en 1914, que sa déclaration de guerre allait le faire surgir à nouveau.

Il est arrivé, en effet, qu'après un bref élan de patriotisme, l'opinion, exaspérée par des revers inattendus, a cherché des traîtres et a cru en découvrir jusqu' autour du Tsar ; que le sentiment national lui-même a développé l'ambiance révolutionnaire qui, plus tard, s'est tournée contre lui ; après la chute de Nicolas II, quelque désir qu'ait le nouveau gouvernement d'ajourner les questions qui ne sont pas la guerre, elles se posent toutes, peut-être par l'incapacité de ce gouvernement, peut-être par la force des choses. Les nationalités s'agitent ; les paysans se jettent sur les terres des seigneurs ; dans les capitales le pouvoir finit par tomber entre les mains des agents salariés de l'Allemagne. Cependant l'armée est toujours sur le front, mais ses effectifs sont ré-

duits par la désertion, sa discipline ruinée par les « réformes » de Petrograd, son moral affaibli par le souci des problèmes de l'intérieur, et surtout du partage des terres. L'opinion s'y enracine, comme à l'arrière, que la guerre est le legs d'un passé à jamais condamné, le dernier obstacle à surmonter sur le chemin d'un nouvel Eden. Que l'honneur et peut-être l'existence de la Russie soient en péril, les meneurs le savent bien, mais non les masses ; que leur important, d'ailleurs, en Finlande, en Pologne, en Asie, des frontières dont la « large nature russe » est toute prête à faire son deuil, et quant aux Alliés, est-ce les trahir que de vouloir faire leur bonheur, même malgré eux?... Quand la griserie cesse, à Brest-Litovsk, il est trop tard pour se reprendre ; l'État et l'armée sont brisés.

De cette crise effroyable on peut conclure, pour le moins, à « l'extrême jeunesse » du peuple et de beaucoup « d'intelligents », mais non à la nullité, ni même à la faiblesse du sentiment national. Nous sommes trompés à cet égard, nous Français, par la comparaison que nous faisons naturellement entre notre révolution qui a défendu la patrie, et la révolution russe qui l'a livrée. Nous oublions, dans ce parallèle, que nos volontaires de 1792 se sont levés à la fois pour la patrie et la révolution ; que les Russes, au contraire, voyaient l'étranger favoriser celle-ci, et que les risques de celle-là leur échappaient. Depuis

plusieurs siècles, la Russie n'avait cessé de grandir ; aucune invasion n'avait touché son point vital, même à Moscou ; ses guerres, depuis longtemps, étaient de politique pure ou de « magnificence » ; immense, elle se fiait à son immensité. En définitive, c'est dans les illusions de l'orgueil national qu'il faut chercher la cause première de la défaillance des volontés.

Que croire pour l'avenir ? Sans doute qu'après une si dure leçon, ces illusions n'existeront plus. Il est certain, d'autre part, que beaucoup des causes de crise auront disparu ; la question agraire est résolue, ou à peu près, et de longtemps, dans les villes ruinées, l'agitation des ouvriers — et celle des *intelligents* encore moins — ne sera plus un obstacle à l'action des gouvernants. Ils pourront s'étiqueter libéraux, démocrates, socialistes ; en fait, par nécessité — il y aura des germes de désordre à étouffer —, par retour aussi à des habitudes séculaires, ils seront presque aussi absolus que le sont déjà les bolchéviks. Pour reconstruire la Russie, ils ne disposeront guère de moins de force que les anciens tsars ; l'emploieront-ils de même ?

Nous entendons dire que, rentrée dans une vie normale, la Russie ne devra s'occuper, de longtemps, que de culture, d'industrie, d'éducation ou de rééducation des masses. Ce conseil excellent sera sans doute écouté avec méfiance, car les conseillers, surtout ceux du dehors, ne manqueront pas d'y joindre

des offres intéressées, qu'il faudra pourtant commencer par accepter, mais qui ne limiteront pas longtemps l'activité nationale. Ou le travail de réfection aura donné des résultats rapides, et le pays convalescent regardera aussitôt vers ses anciennes frontières, ou, les résultats demeurant médiocres, il s'en prendra, sans plus attendre, au démembrement dont il oubliera qu'il l'a lui-même provoqué. De fait, une activité purement économique n'est pas possible longtemps pour un grand peuple, et pour les Russes moins que pour quiconque. Si transformés qu'ils puissent être un jour, on ne les imagine pas devenus, en masse, de prudents hommes d'affaires ; en fût-il ainsi, d'ailleurs, qu'elles-mêmes les affaires les ramèneraient aux problèmes de politique extérieure.

On leur dira, on leur dit déjà que leur vraie zone d'action, c'est l'Asie — probablement parce qu'ils sont des Asiates. Cette politique orientale qu'un diplomate germanophile, le baron Rosen, conseillait au tsar Nicolas II, vers 1912, pour le séparer des Français, il y a des Français maintenant pour s'en faire les avocats, par souci du sort de la Pologne, mais ce n'est pas vraisemblable qu'ils soient jamais écoutés. La Russie, en effet, place avant tout ses intérêts européens ; c'est pour les défendre ou les restaurer qu'elle gardera le meilleur de ses forces. Elle ne se résignera pas à voir des Russes sujets de

leurs voisins, et pas davantage à voir ses communications avec l'ouest ou le sud coupées ou menacées. Ce sera là de l'impérialisme, dira-t-on, un retour au tsarisme. Peut-être, mais simplement en ce sens que le tsarisme ayant servi, jadis, les intérêts permanents de la Russie, pour les servir encore les gouvernants de l'avenir devront reprendre les mêmes routes que lui. Ceux d'à présent le font déjà ; nous avons vu le gouvernement des bolchéviks, si peu national qu'il soit, renverser les républiques indépendantes du Caucase, rattacher la Russie du sud à celle du nord, envahir la Pologne ; n'était son échec retentissant de 1920 et certaines considérations d'opportunité, il aurait envahi de même les ex-provinces baltiques. Avec ses successeurs, la poussée pourra être moins brutale, plus prudente ; elle s'exercera dans le même sens. Reste à savoir si la ruine de la Russie, due au bolchévisme, sera assez durable pour permettre aux États européens — comme certains l'espèrent — de se prémunir contre ces retours offensifs ?



III

LA QUESTION PETITE-RUSSIENNE

Les Petits-Russes ; leur nombre. La Petite-Russie ; sa position, ses richesses. Sa valeur dans l'ensemble russe.

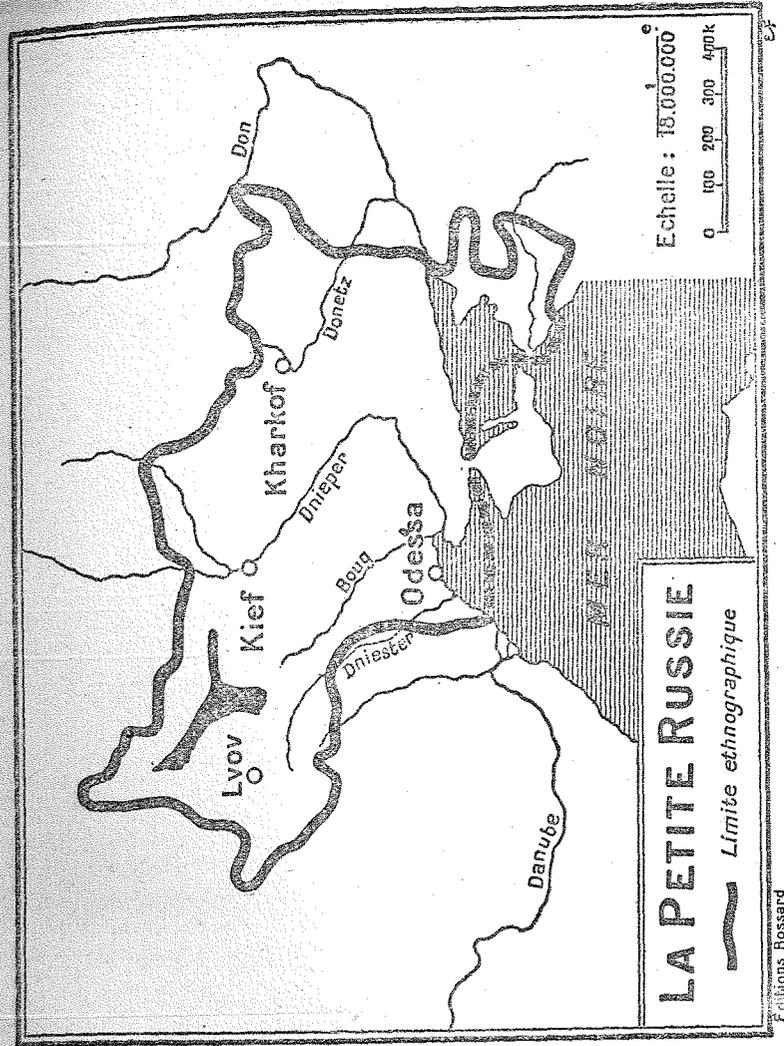
La race et le type. La langue, les traditions. Les rapports, jusqu'au XIX^e siècle, avec la Russie du nord. Le mouvement « oukraïmien » ; ses étapes. La guerre mondiale ; le traité de Brest-Litovsk et l'indépendance de l'Oukraïne.

La situation actuelle ; les intérêts et les désirs des Petits-Russes.

DE toutes les nationalités aux prises avec les Grands-Russes, la petite-russienne est la plus importante, d'abord par son nombre d'âmes qu'il est, d'ailleurs, difficile d'évaluer avec précision, car les statistiques, toutes d'avant-guerre, ne sont plus

exactes, si tant est qu'elles l'aient jamais été. Le recensement russe de 1897 avait accusé 22.380.551 Petits-Russes, et ce chiffre a grossi depuis, par la forte natalité, mais la guerre et la révolution l'ont abaissé ; on peut en dire autant des 3.803.023 Petits-Russes des statistiques autrichiennes. Aujourd'hui, la Pologne et la Roumanie ayant poussé vers l'est leurs frontières, quatre ou cinq millions d'annexés se trouvent distraits de la masse de la race, donc réduite, en Russie, à quelque vingt millions d'âmes. En tout cas, les Petits-Russes, pris en bloc, sont, après les Grands-Russes, le plus nombreux des peuples slaves.

A cet avantage, ils joignent celui d'occuper un territoire compact. Leurs frontières, des Karpathes au Caucase, sont parfois effrangées, parfois percées de brèches dont la plus profonde est celle que les Grands-Russes font dans la région du Don, presque jusqu'à la mer ; on peut trouver, au milieu d'eux, des colons moldaves, allemands, grands-russes, des juifs surtout ; ils n'en possèdent pas moins un quadrilatère à peu près régulier, d'une étendue presque double de celle de la France, et qu'appuient, au sud et à l'ouest, des mers ou des montagnes. Or, ce quadrilatère — qui coupe aux Grands-Russes à peu près toutes les routes du sud — est incomparablement plus riche que la Russie du nord ; avant 1914, il donnait 66 o/o des céréales de tout l'Empire, 69 o/o du tabac,



80 o/o de la betterave, 69 o/o du fer, 79 o/o du charbon, 79 o/o de l'antracite, et contre toutes ces richesses, le Nord n'avait à échanger que ses bois, son lin, ses produits fabriqués.

Le maintien de l'union des deux Russies est donc pour lui une nécessité vitale ; même en dehors de toute considération politique, il fera les derniers efforts pour la maintenir. La Petite-Russie a-t-elle, de son côté, des raisons impérieuses de souhaiter la rupture et les forces qu'il faudrait pour la réaliser ?



D'abord, la différence d'aspect entre ces deux rameaux d'un même peuple est si peu nette qu'on n'arrive pas à la définir. Il se peut que, dans le sud, la taille soit plus élevée, le teint plus foncé, la brachycéphalie plus fréquente ; mais, dès que les statisticiens veulent préciser, région par région, ils trouvent entre les Petits-Russes eux-mêmes des différences analogues. Le fonds commun, en effet, le type slave primitif ou supposé tel, s'est altéré dans le sud aussi bien que dans le nord, par le mélange, il est vrai, non de Finnois, mais de Turcs des steppes ; et aussi, dans les vallées des Karpathes, de tribus qu'on suppose avoir été celtiques. Qu'il n'en est pas résulté un contraste physique, nous venons de le dire ; le contraste des caractères, dont on a souvent

parlé, n'est pas plus net. Les écrivains russes s'accordent à constater que l'homme du nord est, en général, moins vif, moins doué, plus appliqué que celui du sud, qui est expansif, enthousiaste, bavard et, d'ailleurs, tenace et rusé quand il le faut. Pour le romancier Tchékhouf, lui-même Petit-Russe, la supériorité de ses compatriotes est dans leur plus grande « joie de vivre », mais c'est là le contraste habituel entre méridionaux et septentrionaux, et nous savons, en France, que s'il peut donner lieu à beaucoup d'épigrammes, il n'est pas un obstacle à la vie commune, ni même à l'affection.



La langue est une séparation plus réelle. Les gens du nord voient volontiers dans le petit-russe des paysans, un simple patois russe, mais encombré de mots polonais ; à celui des lettrés, ils reprochent d'avoir été fabriqué avec des expressions rares, locales, choisies à dessein pour lui donner un cachet à part. Il se peut ; le petit-russe n'en est pas moins, au témoignage de tous les philologues, une langue particulière, mais fort peu différente de l'autre russe. L'étranger qui comprend l'une, comprend l'autre assez vite ; le Russe du sud, s'il est tant soit peu sorti de son village, parle aussi la langue du nord — non sans idiotismes et sans accent — et l'*intelligent*, sou-

vent, la sait mieux que son patois natal. C'est là, disent les séparatistes, un fait sans importance ; il faut envisager, non les dénationalisés, mais les masses profondes que la domination d'une langue étrangère condamne à l'ignorance. Et là-dessus ils nous citent, et les statistiques des illettrés en Petite-Russie, et la protestation jadis fameuse du *zemstvo* de Tchernigof contre l'emploi exclusif du grand-russe dans les écoles primaires.

Nous ne prétendons point défendre la politique scolaire des gouvernements d'autrefois. Il nous semble pourtant que les Petits-Russes exagèrent quand ils se disent plongés dans la barbarie par la langue officielle, et en partent pour réclamer une séparation politique. D'autre part, le fait qu'ils prononcent parfois *i* le *o* ou le *ié* grand-russe nous frappe d'autant moins que nous venons de voir les Serbes et les Dalmates, dont les dialectes présentent une différence analogue, s'unifier dans l'intérêt de leur culture commune. De fait, pourquoi le Dniépr devrait-il changer de pays quand ses riverains se mettent à l'appeler *Dniépr* ? Peut-être sommes-nous obtus en ces matières, nous Français, parce que nous ne pouvons pas ne pas songer au provençal et au français littéraire, qui diffèrent beaucoup plus entre eux que les deux russes, sans pourtant que les félibres réclament le démembrement de la France. Il nous semble que l'accord qui s'est établi

chez nous peut s'établir ailleurs, et d'autant plus que, l'expérience aidant, il n'est plus de *Moskal* pour prétendre supprimer administrativement la langue de ses voisins du sud.

Ce qui peut séparer vraiment deux rameaux d'une même race, ce sont les traditions historiques et la culture. Or, la période pendant laquelle tous les Russes ont été réunis, au temps de l'Empire de Kief, n'a laissé de souvenirs que dans le nord, où l'épopée de Vladimir le Beau Soleil d'or, le Charlemagne des légendes russes, a sans doute été transportée par les méridionaux qui fuyaient l'invasion tatare. Quant au sud, ses plus anciennes traditions datent du temps où ses colons, après avoir repeuplé, des deux côtés du Dniépr, le pays qui, dès lors, s'appelle l'*Oukraïne*, la *Marche*, engagent la lutte, d'une part contre les Tatars de Crimée, de l'autre contre les *pans*, les seigneurs polonais, qui essayent de leur imposer le servage comme en Pologne. Cette lutte aurait sans doute développé en eux une véritable conscience nationale, si, trop faibles pour résister à tous leurs ennemis, les Cosaques — ainsi qu'on les appelle, d'un mot turc, depuis le xv^e siècle — n'avaient dû, avant de former un État organisé, solliciter le secours et la suzeraineté du Tsar de Moscou. Or, leur foi orthodoxe, leur vieux nom russe qu'ils n'avaient pas oublié, et même leur langue, en dépit de différences déjà marquées, les rapprochaient sin-

gulièrement des Moscovites ; il n'y avait à les séparer que leur état politique et social, les Cosaques étant libres, et les Moscovites serfs de leurs seigneurs et aussi du Tsar. Cette différence, les Cosaques ont naturellement tâché de la faire durer ; dans le traité de Pereyaslav (1654), par lequel ils se sont reconnus vassaux du Tsar Alexis, ils ont stipulé le maintien de leurs franchises. Or il est arrivé que, par un enchaînement de circonstances dont il serait injuste de faire peser toute la responsabilité sur les agents du Tsar en Petite-Russie, ceux-ci y sont peu à peu devenus des maîtres aussi absolus que dans les provinces du nord. Après la révolte infructueuse de Mazeppa, l'*hetman*, le chef de l'armée cosaque, n'est plus élu, mais nommé par l'Empereur ; sa dignité n'est plus qu'un mot. Puis, sous Catherine II, le seravage est introduit en Petite-Russie, au profit de ses favoris, sans doute, mais aussi de la noblesse qui s'est développée parmi les Cosaques eux-mêmes. En définitive, à la fin du siècle, ils ne gardent du passé que leur dialecte — encore la classe dominante s'efforce-t-elle de l'oublier — et des chants populaires qui rappellent la liberté d'autrefois. Que le regret en vécût toujours, ce n'est pas douteux, mais c'était là le regret de la liberté de l'individu ou de la bande beaucoup plus que de celle de toute la nation. Pour le peuple, en Petite comme en Grande-Russie, le nom de Mazeppa, le dernier défenseur de l'indé-

pendance de l'Oukraïne, est celui d'un traître et d'un maudit ; quant au Tsar, on lui pardonne beaucoup, d'abord parce qu'il a délivré le pays des Polonais, ensuite, parce qu'en détruisant la puissance des Tatars de Crimée, il a livré toute la steppe à la charrue des laboureurs que deviennent, de plus en plus, les Cosaques d'autrefois.



Il faut aller jusqu'aux « années quarante » du XIX^e siècle pour trouver en Petite-Russie l'expression de sentiments petits-russiens, ou plutôt « oukraïniens », car ce dernier mot, plus riche de souvenirs, prend naturellement le dessus dans l'esprit des patriotes. Chevtchenko chante la liberté ; mais influencé par les idées d'Occident, c'est la liberté tout court qu'il réclame plutôt que celle de son pays natal. « L'oukraïnophilisme » ne prend corps, vers 1860, que dans les œuvres des historiens Kostomarof et Koulich qui démontrent, non sans quelque romantisme, que l'Oukraïne est une personne historique, et demandent pour elle — faute peut-être de pouvoir s'exprimer plus librement — une autonomie de culture plutôt que d'institutions. A la même époque, l'idée de la revendication révolutionnaire apparaît dans les écrits d'agitateurs qui parfois, comme Herzen et Bakounine, sont de purs Moscovites, mais

ont des tendresses particulières pour les Petits-Russes comme pour les Polonais, parce que les uns et les autres leur semblent, d'après leur passé, plus mûrs pour la liberté — ou pour l'anarchie — que les trop disciplinés Russes du nord.

A ces impulsions dérivées du courant démocratique ou nationaliste qui traverse l'Europe, il s'en joint d'autres, d'un caractère assez différent. Il y a en Gallicie des Petits-Russes, ou, comme on les y appelle, des Ruthènes, que le gouvernement autrichien a utilisés contre les Polonais, et que de bonne heure il songe à tourner aussi contre la Russie. Pour les entraîner, il dispose du haut clergé « uniate » (catholique de rite slave), qui est professionnellement anti-russe, puisque anti-orthodoxe, et surtout des « Jeunes-Ruthènes ». Ceux-ci, ardemment nationalistes contre les Polonais, étaient en même temps plus ou moins socialistes — les grands propriétaires étant presque toujours des Polonais — et, par conséquent, hostiles au tsarisme. Cette hostilité on pouvait facilement la faire tourner en russo-phobie. De Vienne et de Berlin on n'a pas ménagé les efforts pour cela, et le résultat en est qu'à la veille de la guerre, la « Ruthénie » tend à devenir, pour la Russie du sud, ce qu'a été le Piémont pour les provinces italiennes de l'Autriche.

Cette intrigue doit, d'ailleurs, la meilleure part de son succès aux fautes du gouvernement russe,

Timide quand il réformait, il n'a pas, lors de la suppression du servage, assuré aux paysans des terres suffisantes, et a laissé subsister ainsi, en Petite-Russie comme dans tout l'Empire, une question agraire facile à exploiter. D'autre part, le Sud se plaignait d'être administré avec négligence : l'agriculture et l'industrie avaient eu beau se développer, du Pruth au Caucase, de façon quasi-américaine, les bureaucrates de Pétersbourg semblaient toujours croire qu'ils n'avaient affaire qu'à la steppe d'autrefois. On avait, à Kief, la sensation d'un demi-abandon ; avec tout près d'un million d'habitants, la « mère des villes russes », la troisième capitale de l'Empire, était ou paraissait traitée en simple chef-lieu de province. Il serait d'ailleurs fort exagéré d'en conclure, avec certains Oukraïniens, que le Nord ne songeait qu'à exploiter le Sud.

Ce mécontentement n'était qu'anti-gouvernemental ; il fallait davantage pour le rendre anti-russe. Or, le spectre de Mazeppa hantait les gouvernants de Pétersbourg ; oublieux du loyalisme des masses au temps de ce Mazeppa, ils imaginèrent de *russifier* en Petite-Russie comme en Pologne, et pour cela, de combattre la langue locale. De là quantité de mesures vexatoires, et finalement l'interdiction de toute impression en petit-russe, fût-ce celle d'un livre de cuisine. Officiellement, vers 1880, la Petite-Russie devint la *tabula rasa* sur laquelle il était défendu

d'édifier de la culture autrement qu'en grand-russe. Or, elle avait sa culture propre, très pauvre et qu'elle négligeait ; du jour où commença la persécution de son dialecte, elle eut ses *oukraïnomanes* ; la littérature « ruthène » et moscophobe d'outre-frontière acquit tout le prestige du fruit défendu et, le gouvernement redoublant de rigueurs, il y eut des séparatistes.



En 1914, leur rêve n'avait pas pénétré bien loin. Les oukraïnophiles du siècle précédent, comme Kostomarov et même Dragomanov, haussaient les épaules à l'idée d'une séparation totale, et tout porte à croire que ce n'était pas là simple feinte. Il en est encore ainsi, en 1917, chez la plupart de leurs élèves et successeurs. Quand la révolution leur laisse le champ libre, ils se contentent d'abord d'une autonomie que Petrograd ne leur conteste pas, tout en chicanant sur les détails ; mais, devant l'anarchie générale, ils agrandissent leurs prétentions, et la crainte du bolchévisme aidant, ils en arrivent, en 1918, à l'idée de l'indépendance. Elle triomphe quand, à Brest-Litovsk, les délégués du gouvernement de Kief concluent avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, une paix séparée. Le gouvernement de Kief n'a d'ailleurs ni armée réelle, ni finances, ni frontières, ni légalité ; il est l'œuvre d'une poignée de politiciens que les troupes

allemandes soutiennent ou renversent à leur gré. Quand elles sortent enfin de l'Oukraïne, dans l'hiver 1918-1919, Kief passe de mains en mains. Occupée aujourd'hui par les bolchéviks, il y subsiste un gouvernement oukraïmien, de même, semble-t-il, qu'à Kharkof, mais nul ne peut dire s'ils ont une réelle autorité. Ce qui est sûr, c'est que le gouvernement du Nord a repris possession des villes du Sud, tandis que les campagnes y sont parcourues par des bandes dont le programme le plus effectif est le pillage.

Dans ce chaos, la seule question qui doive nous arrêter est celle de l'appui, ou de l'assentiment, que le gouvernement de l'Oukraïne indépendante et autonome a pu trouver dans les vingt ou trente millions de Petits-Russes. Or il est difficile de faire à cette question une réponse précise. L'Assemblée législative, la « *Rada universelle* », réunie à Kief en 1917, n'était pas née d'élections régulières ; si l'on peut croire qu'elle exprimait le vœu du pays en réclamant l'autonomie, rien n'indique qu'il en ait été ainsi quand elle a proclamé l'indépendance. Il semble bien qu'en dépit des manifestations oukraïniennes, des drapeaux jaune et bleu, des hampes ornées de queues de cheval, des larges pantalons et de la coiffure en houppes « à la cosaque », la grande et même l'unique affaire, pour les masses, ait été le sort des terres. Elles avaient accepté la révolution, en 1917, pour s'emparer de celles des seigneurs ; de même, en

1918, elles acceptèrent l'Oukraïne indépendante par crainte de voir les moujiks du nord en réclamer leur part au nom du communisme ; ce danger passé, il semble qu'elles n'aient plus songé qu'à la paix pour tirer parti des domaines « expropriés ». Mais cette paix n'est pas venue, loin de là ; tous les échos de Russie nous disent l'Oukraïne particulièrement foulée et dévastée. Attend-on une vie plus supportable de l'autonomie, de l'indépendance ou de la restauration de l'unité russe, rien ne permet de le dire avec certitude. Il n'y a pourtant pas grand risque à affirmer, en dépit des affirmations contraires, qu'une indépendance vers laquelle on s'achemine à travers tant de maux, a perdu, pour les masses, le plus clair de son attrait, et que, par contre, l'idée de l'unité gagne par le souvenir des années prospères d'avant 1914.

Quant à la classe instruite, l'*intelligence*, elle est probablement fort réduite en nombre, mais, sur les sentiments que gardent ses débris, il n'y a guère de doute. Quelques professionnels du séparatisme mis à part, ses vœux n'allaient pas plus loin, jadis, que l'autonomie administrative ; peuvent-ils la dépasser maintenant ? Déjà en février 1919, un des meilleurs connaisseurs allemands de la Russie, Hans Vorst, constatait que « le désir unanime de l'Oukraïne, depuis la chute du tsarisme, est une étroite alliance avec la Grande-Russie, au sein d'une république

fédérale slave ». S'il en était ainsi à l'aurore de la prétendue indépendance, que peut-il en être après tant d'événements qui ont démontré l'inconsistance de l'Oukraïne indépendante ? Il est vrai que ces événements n'ont pas été favorables de tout point à l'idée de la Russie une, et que les bolchéviks ont singulièrement amplifié, depuis trois ans, les mauvais souvenirs qu'avait pu laisser le tsarisme. On en revient toujours à l'impression qu'entre des perspectives également peu consolantes, ce que veut la Russie du sud, pour le moment, ce qu'elle voudra encore, au lendemain de la crise, c'est la paix, la paix avant tout. Or la conservation des liens avec la Russie du nord semble être, malgré tout, le meilleur moyen de l'assurer.

2

Que pourront être ces liens, et comment réaliser « l'étroite alliance » dont parlait Hans Vorst ? Ces mots impliquent une sorte de dualisme, la formation, à côté de la Russie du nord, d'un grand État oukraïzien. Beaucoup de Grands-Russes disent l'accepter, mais, même sincère, leur bonne volonté pourra-t-elle durer ? Le programme de cet État nouveau serait, en effet, malgré « l'étroite alliance », le développement de son individualité, non seulement politique, mais économique, mais culturelle ; il s'en-

suivrait la guerre, non seulement aux intérêts du nord, mais encore à la culture « panrusse » qui est restée, dans le sud, celle de presque tous les intellectuels. Cette guerre, le Nord la verrait-il de sang-froid ? D'autre part, comment tracerait-on les frontières des deux États ? La limite des langues est parfois imprécise ; il y aurait donc des conflits. Enfin, la formation de l'État du sud isolerait celui du nord de la mer Noire, et le réduirait à n'être plus qu'une « puissance boréale », comme la Moscovie d'autrefois. Le Nord s'y résignerait d'autant moins qu'il est, économiquement, le tributaire du Sud, incomparablement plus riche ; or, cette subordination est acceptable de province à province, mais beaucoup moins d'État à État. Besogneux et puissant, le Nord se dirait bientôt qu'en somme ce sont ses armées qui ont jadis nettoyé les steppes pour le plus grand profit des Petits-Russes, que ceux-ci ont donc une dette à lui payer. Ce jour-là, « l'étroite alliance » aurait le sort qu'a eu jadis celle de Pereyaslav.

Les Oukraïniens se bercent parfois de l'idée qu'un tel retour offensif serait impossible, car dans la « Pan-Russie » devenue un État fédéral, le Nord serait lui-même divisé en plusieurs États. Mais, si l'unité ethnique, historique et linguistique ne réussit pas à maintenir, dans le Nord, l'unité politique, pourquoi serait-elle plus efficace dans le Sud, où les contrastes des régions sont plus sensibles que

partout ailleurs en Russie ? Laissons de côté la « Ruthénie » des Karpathes, maintenant englobée dans la Pologne ; la Volhynie et la Podolie, longtemps polonaises, différent de la « Nouvelle Russie » d'outre-Dniépr, où la colonisation des tsars, au XVIII^e siècle, a jeté pêle-mêle des Russes, des Serbes, des Allemands. Dans la région du Donetz l'industrie minière a créé des intérêts particuliers ; avant même qu'il en fût ainsi, le Petit-Russe du gouvernement de Kharkof était déjà plus près du moujik grand-russe que de son congénère de l'ouest. Celle des Cosaques de la Kouban, enfin, que les Oukraïniens s'annexent sans façon, est à moitié grand-russe. En fait, il y a place, dans le Sud, pour plusieurs autonomies au moins aussi distinctes que celles du Nord, et c'est bien pour cela que les révolutionnaires de jadis prévoyaient, en même temps que sept ou huit États du nord, trois ou quatre États du sud ; que la même idée reparaisait, peu avant la révolution, dans un projet d'un géographe dégagé des partis, Séménof Tian-Chanski. Mais qui ne voit qu'après ce dépeçage, la confédération des Russies du nord et du sud se rapprochera singulièrement des États à larges autonomies régionales, mais tout de même États unitaires, comme les États-Unis et la Suisse ?

Les patriotes du Sud, même modérés, auront quelque peine à accepter cette solution qui écarte

leur rêve d'une Petite-Russie puissante ; la masse, par contre, serait satisfaite d'y trouver l'administration, sinon meilleure, du moins plus proche et plus rapide, et enfin la suppression des taquineries linguistiques ; l'idée qu'elle est exploitée et dénationalisée disparaîtrait. Assurément, il subsisterait des difficultés ; çà et là, le conflit des langues pourrait reparaître, mais limité, localisé, il ne dresserait pas peuple contre peuple ; n'affrontant pas les deux Russes, le régionalisme leur éviterait la guerre de récupération autrement inévitable.

D'autre part, la Petite-Russie trouvera dans le maintien d'une Russie une et puissante des avantages qu'elle ne peut méconnaître. Ses intérêts économiques exigent qu'elle ait les voies ouvertes vers les mers libres ; c'est dans le sud asiatique et musulman qu'elle peut chercher l'extension de son influence ; pour rompre les barrières, de ce côté, ce ne sera pas trop du poids de toute la Russie. De même dans l'ouest, si nous voyons reparaître et s'aggraver le conflit séculaire des Polonais et des Petits-Russes. Dernière considération enfin, et de nature à réconcilier les oukraïnomanes les plus fougueux avec l'idée de la Russie une : dans cette Russie, de par ses avantages naturels, le Sud est destiné à prendre, un jour qui n'est pas loin, l'influence prépondérante. Le temps n'est plus, en effet, où, dans l'Europe orientale, la Moscovie pouvait seule, à l'abri

de ses forêts, accumuler des forces et de la stabilité ; de par l'effort des Moscovites eux-mêmes, l'axe russe est descendu vers le sud. Ce n'est vraiment pas le moment, pour celui-ci, de s'enfermer chez lui.



IV

LA QUESTION TATARO-MUSULMANE

*Les musulmans de Russie ; leurs différents groupes.
Celui du nord ; son importance.*

L'histoire des Tatars sous le joug russe ; leurs revendications avant 1917. Leur programme de Moscou.

Les événements récents. L'avenir ; ses conflits possibles. L'intérêt général du problème.

A VEC les trente millions de musulmans de la Russie orientale, du Caucase, de la Crimée, de l'Asie centrale, nous arrivons aux vrais allogènes ; non seulement leur langue, mais leur type, leurs yeux parfois bridés, leurs pommettes souvent saillantes, leur teint presque toujours basané, dénoncent leur origine asiatique. Pourtant, leur séparation ethnique d'avec les Russes n'est pas toujours aussi profonde qu'on le croirait au premier abord ; les Tatars de la

Russie d'Europe, en particulier, se sont mêlés d'éléments finnois, comme les Grands-Russes, et parfois d'éléments slaves ; combien de captives russes ont été jadis entraînées dans leurs tribus ! Nous savons, d'autre part, que les Petits-Russes ont du sang turc, c'est-à-dire tatar. En réalité, c'est moins l'ethnographie qui fait l'abîme entre ces peuples que la religion.

En face des Russes orthodoxes, leurs sujets tatars ou turcs sont unis par la foi musulmane ; puis, à un degré moindre, par la langue qui, jadis la même pour tous, se décompose aujourd'hui en dialectes assez différents. L'histoire, en effet, les a séparés. Les Tatars de la Volga et de l'Oural, soumis à la Russie depuis cinq siècles, en ont subi l'influence à peu près unique ; ceux de Crimée, vassaux des Turcs jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, connaissent plus celle de Stamboul ; ceux du Caucase et les Turcs de l'Asie centrale, dont la conquête est récente, ont vécu longtemps dans le rayonnement de la Perse ; les Kirghizes des steppes, enfin, ne font que sortir de l'état pastoral. D'autre part, la géographie leur fait, à l'égard de leurs vainqueurs, des situations très différentes. Enfermé dans ses déserts comme dans une île, le Turkestan peut se séparer de la Russie sans qu'elle en souffre beaucoup ; en le soumettant elle avait, non complété son unité, mais commencé son empire colonial. On peut en dire autant des Tatars du Caucase et des Kirghizes ; si les soldats du Tsar

sont allés dans les steppes de ces derniers, c'est qu'ils en sortaient pour écumer la grande route de Sibérie. Tout autre est la situation des Tatars du nord ; épars sur les deux versants de l'Oural et dans tout le bassin moyen de la Volga, ils sont enclavés dans la Russie intérieure, et cette position, leur nombre — dix millions environ — leur cohésion religieuse et nationale, leur culture relativement avancée font d'eux un facteur important de l'avenir russe.



Cette importance, les Russes l'ont méconnue longtemps. Le Moyen-Age reculant dans l'oubli, ils ne voyaient plus dans les Tatars le peuple qui leur avait disputé la Russie de l'est, mais de pacifiques sujets, laboureurs isolés dans leurs provinces lointaines, ou, quand ils en avaient émigré, des serviteurs précieux par leur tempérance et leur probité. A leur multiplication, ni l'*intelligence* ni le gouvernement ne voyaient de danger ; seuls, quelques missionnaires prêchaient la nécessité de combattre l'Islam, et quelques fonctionnaires zélés favorisaient des conversions plus ou moins sincères ; dans l'ensemble, la Russie se désintéressait de ces « querelles de prêtres », ou les condamnait.

En fait, la question religieuse était aussi nationale et politique. Outre que le musulman ne prend jamais

son parti de la domination de l'Infidèle, les Tatars avaient des souvenirs nationaux parfois plus vivaces, semble-t-il, que ceux de leurs vainqueurs. Ils se rappelaient le temps où Moscou payait tribut à leurs Khans ; la lutte acharnée qui avait changé le cours de l'histoire, le sac de Kazan par Ivan le Terrible, en 1552, et la dure servitude qui s'en était suivie. A la vérité, les lois protégeaient les Tatars à peu près comme les Russes ; les Tsars ne songeaient pas à les persécuter ; quelques-uns même leur avaient témoigné de la bienveillance, notamment Catherine II qui voyait dans leur polygamie un précieux moyen de peuplement. Mais, malgré tout, l'assujettissement à un peuple d'autre foi et d'autre langue ne va pas sans de lourdes conséquences, surtout dans un pays de désordre administratif. Au lendemain de la conquête, les biens des fondations religieuses — et beaucoup d'autres — avaient été confisqués ; beaucoup de musulmans des villages avaient été convertis de force ; ceux des villes en avaient été expulsés, et si, plus tard, Catherine II leur avait permis d'y rentrer, les « chrétiens forcés » n'avaient pas obtenu de revenir ouvertement à leur ancienne religion, qu'ils pratiquaient toujours en secret. Encore au xx^e siècle, certaines entraves étaient mises à l'exercice du culte ; pour bâtir une mosquée, il fallait la permission de l'évêque voisin. Ces vexations étaient assurément peu de chose à côté des confiscations en masse et des

incapacités légales dont l'Angleterre avait frappé ses sujets catholiques ; elles n'en étaient pas moins ressenties, et d'autant plus vivement que chez les Tatars de Russie, comme partout en Europe, il s'est produit, au xix^e siècle, un réveil de la conscience nationale. Dans les villes où ils forment la majorité, à Oufa, à Orenbourg, à Kazan surtout, une « intelligence » musulmane apparaissait avant la guerre, et certains indices révèlent que l'intrigue panislamiste d'Abd ul Hamid n'avait pas été sans la toucher. L'histoire de ce progrès lent n'est pas encore faite, et sans doute elle sera instructive pour tout État à sujets musulmans : en tout cas, au xx^e siècle, ses résultats étaient visibles. Quand éclate la crise russe, tous les éléments sont prêts, en pays tatar, pour une poussée nationale qui, très vite, entraînera les masses.

En 1906, il y a, à la première *Douma*, environ soixante députés musulmans, non seulement des gouvernements de la Volga et de l'Oural, mais encore de la Crimée, du Caucase, de l'Asie centrale et des steppes, où les Russes, avec un libéralisme qui n'a pas encore trouvé d'imitateurs, avaient étendu aux vaincus les droits électoraux des vainqueurs. Ce groupe musulman s'associe aux revendications générales des libéraux russes, mais s'attache, avant tout, aux questions religieuses et scolaires ; il réclame la liberté complète de l'école, c'est-à-dire la faculté d'élever *nationalement*, sous le couvert de la religion, les jeunes géné-

rations musulmanes. Ce programme, ni la première, ni la seconde Douma n'ont le temps de s'en occuper ; en 1907, par le coup d'État de Stolypine, les musulmans voient, comme les autres allogènes, leur députation considérablement réduite ; les écoles qu'ils avaient déjà fondées sont fermées pour la plupart, parce que, contrairement à de vieux règlements, on ose y enseigner même les sciences ; beaucoup d'entre elles continuent, d'ailleurs, à exister d'une manière clandestine, et il en résulte des procès et des exils. Mais ces vexations n'arrêtent pas le mouvement ; en 1914, avec leurs soixante-dix journaux quotidiens et leur dizaine de revues, les Tatars ont pris place parmi les populations cultivées de l'Empire, et leurs revendications ont d'autant plus de poids qu'elles ne s'inspirent d'aucune idée séparatiste. Lors de l'agression allemande, en 1914, les Tatars participent à l'élan de patriotisme qui entraîne à peu près tous les peuples de l'Empire.

En 1917, leur attitude est encore la même. Dans le congrès pan-musulman tenu à Moscou, en juillet, il n'est question que d'autonomie comprise, il est vrai, de diverses façons. Les musulmans du sud, qui habitent, en masses compactes, au Caucase comme en Asie centrale, des territoires assez bien dessinés, veulent l'autonomie politique, d'ailleurs sans rupture avec la Russie ; ils sont fédéralistes. Ceux du nord, souvent noyés au milieu des Russes et répartis

dans des districts dont il serait impossible de faire un tout, ne peuvent réclamer, avec les libertés dont ils jouiront comme tout le monde, que des garanties pour leur religion, leur langue, leur culture. Or, ces garanties leur seront bien mieux assurées si tous les musulmans restent unis dans le même cadre ; ils sont donc contre le fédéralisme. Pendant une dizaine de jours les deux politiques sont aux prises et finalement celle du Sud l'emporte à une forte majorité ; dès lors, tout change, et pour les Russes qui voient le danger musulman se décomposer en problèmes régionaux, et pour les musulmans du Nord qui, laissés seuls, doivent s'accommoder d'un *consortium* russo-tatare.



Leur programme, élaboré à Moscou, puis terminé à Oufa, en 1918, réclame les droits de tous les citoyens russes, et en outre, celui de s'organiser en « unité extra-territoriale », en « nation juridiquement distincte ». En matière religieuse ou scolaire, les membres volontaires de cette nation n'auront plus affaire à l'État, mais seulement à leurs représentants réunis dans une Assemblée nationale élue à raison d'un député par 30.000 électeurs ; puis au Conseil National, de trois membres élus eux-mêmes par l'Assemblée. Ce Conseil disposera d'un budget formé, partie de subsides de l'État, partie de contri-

butions des adhérents. Enfin, en dehors de l'école et de la mosquée, l'État devra accorder aux musulmans certaines garanties supplémentaires. Dans un procès entre Tatars, le juge sera musulman, l'instruction faite et le jugement rendu en tatar ; entre musulman et chrétien, le juge ne pourra être chrétien que si, dans le district, l'élément tatar est en minorité ; tout en haut de la hiérarchie judiciaire, à la Cour de cassation, il y aura un représentant de la nation tataro-musulmane. Au régiment, les obligations religieuses du soldat musulman devront être respectées. Enfin, suprême garantie, au Conseil des ministres, comme à la Cour de cassation, le Conseil National enverra son délégué.

On voit combien loin va cette autonomie « extra-territoriale » ; nulle part, dans nos États modernes, on n'en retrouverait l'équivalent ; il faut aller en chercher un dans une institution du passé français, dans l'Édit de Nantes.

L'inspiration en est la même, en effet, et les détails se correspondent souvent ; il n'y a guère de différences que pour les écoles — les Tatars s'en occupent davantage, par un souci de nationalité que nos protestants n'avaient pas — et pour les garanties matérielles. Le temps des places de sûreté est passé, et le bulletin de vote a remplacé le mousquet. Ce n'est d'ailleurs pas sûr qu'il vaille mieux.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de 1917 —

celui de Kerenski — ne fit pas difficulté d'accepter ces demandes, mais quand l'Assemblée tatar put se réunir à Oufa, en 1918, Lénine avait déjà remplacé Kerenski. Au premier abord, les musulmans n'avaient rien à y perdre, puisque les bolchéviks se disaient indifférents aux droits de l'État russe, mais la pratique et la théorie font deux. Les soviets ne pouvaient qu'être hostiles à un mouvement dont les chefs étaient des bourgeois, des intellectuels et des prêtres. Tant que les régiments tchéco-slovaques tinrent la ligne de la Volga, les musulmans furent tranquilles, mais aussitôt la retraite commencée, le pays fut occupé, l'Assemblée nationale d'Oufa dissoute, les régiments tatars qui s'organisaient déjà, dispersés. Depuis la fin de 1918, il n'y a plus de mouvement apparent ; les chefs sont en exil, les masses se taisent, décimées par la famine, d'ailleurs peut-être moins opprimées, grâce à leur éloignement, que les masses russes. Mais, quand une vie relativement normale recommencera, la question tout entière se posera à nouveau.

2

Si, comme il est probable, un gouvernement à peu près aussi absolu succède à celui des bolchéviks, ce gouvernement se préoccupera peu d'un accord avec les Tatars, mais, un jour, un gouverne-

ment libéral reviendra ; sera-t-il aussi large que Kerenski en 1917 ?

On peut le croire pour les libertés religieuses ; l'ère ne reviendra pas de la russification par les conversions. Mais, en ce qui concerne les garanties linguistiques réclamées par les Tatars, il y aura des difficultés qui ne tiendront pas simplement à « l'impérialisme » des Russes. Les fonctionnaires de leur race répugneront à apprendre le tatar, comme en Belgique les Wallons à apprendre le flamand, et d'autant plus qu'ils sentiront derrière eux la masse énorme de leurs co-nationaux. Faute de Russes « tatarophones », l'État devra employer, plus encore que ne le prévoit l'Acte d'Oufa, des Tatars bilingues, et dès lors on pourra dire que l'égalité des langues tourne en privilège pour la minorité. D'autre part, le droit laïque des Russes et les prescriptions coraniques se heurteront. Les questions scolaires elles-mêmes, si minutieusement réglées qu'elles soient, donneront lieu à des conflits ; le programme musulman prévoit que, partout où il y a une minorité tataro-musulmane, l'État garantira aux enfants de cette minorité l'enseignement de leur foi et de leur langue ; pratiquement ce ne sera pas d'une réalisation comode. Autre difficulté, beaucoup plus grave : l'enseignement, dans les écoles tatares, sera national, et l'histoire y sera professée conformément au point de vue tatar ; les haines du passé se trouveront donc

entretenu ou réveillées. L'État en prendra-t-il son parti, et s'il ne le fait pas, n'est-ce pas tout l'édifice de conciliation qui s'écroulera ? Enfin, les Tatars demandent que le budget de l'État fasse sa part à leur communauté, et qu'en certains cas, d'ailleurs indéterminés, la force de l'État — le bras séculier — soit mise à son service. L'État accordera-t-il volontiers, et sans contrôle, ces secours de divers ordres ? Fera-t-il une place dans le gouvernement suprême, en dehors du jeu des partis et des chances qu'ont les Tatars d'en profiter comme les autres, à leur représentant attiré ? Le pourra-t-il, sans légitimer les revendications d'autres minorités, et créer un chaos qu'en aucun pays du monde une majorité nationale n'accepterait ? Il viendra un moment où les allogènes se heurteront à un sentiment russe d'autant plus chatouilleux que précédemment il aura été plus conciliant.

C'est là qu'est le principal danger pour les Tatars. Tout en proclamant leur attachement à la Russie, voire au centralisme russe, ce n'est pas simplement une communauté linguistique et religieuse qu'ils rêvent d'organiser ; c'est un autre État qu'ils veulent associer à l'État russe. L'idée de la vie à part les hante, et, peut-être sans qu'ils s'en rendent compte, celle d'une revanche nationale. On l'a senti dans les débats embrouillés qui ont eu lieu, cet hiver, à Paris, entre les membres de l'Assemblée Consti-

tuante dispersée par les bolchéviks. Les Russes, tous libéraux et même socialistes, accordaient aux minorités nationales toutes les libertés qu'elles réclamaient, et cependant les Tatars n'étaient pas satisfaits ; il leur fallait toujours des précisions supplémentaires. « Cela va sans dire, répondaient les Russes, et d'ailleurs nous l'avons déjà dit, à tel endroit de nos déclarations. — Cela ira encore mieux, répliquaient les Tatars, en mettant le nom de la « nation tataro-musulmane » en tête de tout ce qui la concerne. » En fait, en évoquant sans cesse le nom de cette nation, en rappelant même — au scandale de ses amis russes — les horreurs du sac de Kazan en 1552, le leader des musulmans, M. Sadry Maksoudof, répétait d'une façon plus parlementaire le geste du peuple musulman de Kazan quand, en 1917, il avait jeté bas les trophées de la victoire d'Ivan le Terrible, accrochés à la tour de Kassim-beg. Ces sentiments s'expliquent, assurément, chez d'anciens vaincus, mais leur manifestation est grosse de dangers. Mettons qu'elle ne le soit pas, quand c'est M. Maksoudof, le plus Européen et le plus Russe des Tatars, qui parle en leur nom ; elle le sera demain, avec tout autre. On ne peut se défendre de l'impression que, derrière les intellectuels qui dirigent aujourd'hui le mouvement, il y a une masse beaucoup moins évoluée, beaucoup plus « coranique » dans le sens le plus étroit du mot. Le dualisme

russo-tatare, qui peut se fonder et durer entre des gens de culture commune ou à peu près, sera fort en péril au jour d'une poussée d'en bas. Il faut souhaiter, en tout cas, que l'issue du conflit ne soit pas le recours à la force, et pour les Tatars, que beaucoup de qualités rendent sympathiques, et pour les Russes, à qui ces qualités seront un appoint précieux, et enfin, hors des limites de la Russie, pour toutes les puissances qui ont des sujets musulmans. L'expérience projetée en Russie, si elle réussit, sera utile à beaucoup de peuples.



V

LE PROBLÈME POLONO-RUSSE

Où chercher sa solution?

La Pologne d'autrefois ; sa lutte contre les Russes. Les tentatives d'accord et la cause de leur échec.

Le XX^e siècle ; la libération de la Pologne, son étendue. Ses dangers ; la menace russe et germanique.

Possibilité d'un rapprochement polono-russe. L'obstacle ; les frontières du traité de Riga.

L'intérêt des deux pays à un accord.

ENTRE toutes les questions que pose la crise actuelle, celle des rapports entre Russes et Polonais est d'une importance capitale, et pour la Pologne, que l'hostilité russe mettrait entre deux feux, et pour la Russie qu'elle livrerait à l'influence allemande, et pour l'Europe, qui subirait les contre-coups du conflit. Or, les événements que nous avons vus se succéder depuis trois ans ne permettent guère

d'en prévoir une solution pacifique. S'il en est une, on la dégagera plutôt de l'ensemble, en tout temps, des rapports des deux pays.

2

Au début de leur histoire, les tribus slaves qui sont devenues les Polonais et les Russes ne semblaient pas destinées à se combattre. Tandis que l'Empire des Varègues a grandi du golfe de Finlande au Dniépr, puis vers l'est, l'État polonais, né entre la Vistule et l'Oder, séparé des Slaves orientaux par les Lithuaniens, devait, avant tout, faire face au *Drang nach Osten* des Allemands. C'est à l'arrêter, en effet, que se sont appliqués les premiers rois polonais, mais bientôt, résignés à faire la part du feu, sauf à se dédommager ailleurs, ils se sont tournés vers l'est, eux aussi, et particulièrement vers le sud-est, le long des Karpathes. L'accès en était plus facile, en effet, que celui des pays lithuaniens ; la population y était slave et déjà touchée par le christianisme, à la vérité, par celui des saints Cyrille et Méthode qui bientôt, en devenant l'orthodoxie gréco-slave, devait s'opposer au catholicisme latin des Polonais. Dès le XIII^e siècle, leur lutte commence dans la Russie Rouge d'alors, la Gallicie orientale d'aujourd'hui, où règnent, avec des princes issus de Rurik, les influences politiques et religieuses de

Kief. C'est encore là qu'elle est le plus ardente, et toujours comme dans le passé, avec l'aspect d'une rivalité de cultures encore plus que de peuples.

Au XIII^e siècle, un événement inattendu y donne l'avantage aux Polonais. En 1240, la Russie de Kief s'écroule sous les coups des Mongols et des Tatars, et dès lors, isolée de ses sœurs du nord et de l'est, celle de l'ouest doit subir l'hégémonie de la Lithuanie, puis de la Pologne, mais sans perdre ni son culte ni ses traditions particulières. Il y a donc chance pour que, le péril tatar évité, la confédération qu'il a fait surgir se disloque, et c'est sans doute ce qui serait arrivé sans les progrès, vers l'est, de la culture polonaise. La Lithuanie, au XIII^e siècle prête à devenir orthodoxe et peut-être russe, devient catholique au XIV^e, et sa langue recule devant le polonais. De la même façon, l'attrait des lois qui donnent la liberté, c'est-à-dire le pouvoir, à la noblesse, agit sur les boyars russes ou ruthènes — en ce temps c'est tout un. Mais le clergé résiste, et le peuple avec lui, en dépit ou peut-être à cause des efforts faits pour l'amener au catholicisme. Celui-ci ne progresse dans les masses — même quand il a pris la forme atténuée de l'*Union* — que par des pressions d'en haut qui provoquent des révoltes. Celle des Cosaques, au XVII^e siècle, menace d'arracher à l'État polonais toutes ses dépendances russes, et s'il en sort simplement amoindri, on sait que la

crise recommencera. Sous le conflit religieux, en effet, il en grandit un autre. Pour le paysan russe — ou ruthène — qui n'a pas toujours été serf et l'est devenu pendant que son seigneur se polonisait, polonisme veut dire servage ; les rancunes d'en bas aggravent donc l'antagonisme des nationalités qui, plus fort de siècle en siècle, s'exaspère au XIX^e et devient le mouvement ruthène de la Galicie. Certes, des excitations du dehors y ont joué leur rôle, mais même sans elles, même dans une Pologne vraiment indépendante, il se serait produit. Les réformes commencées à la veille du démembrement de la Pologne ne l'auraient nullement empêché ; visant au renforcement du pouvoir central et du sentiment polonais, elles auraient accéléré les réactions, et régionales, et nationales.

Il faut en conclure que la Pologne de jadis ne pouvait, en notre temps d'États nationaux, ni subsister telle quelle, ni se transformer sans courir de nouveaux risques. Vouloir la refaire à peu près dans ses anciennes limites est donc téméraire, même si l'on ne tient pas compte de l'inévitable hostilité des Russes du dehors.

2

Cette hostilité a commencé quand l'union polono-lithuanienne, faisant tache d'huile, a menacé d'en-

glober aussi la Moscovie. Mais celle-ci avait une autre consistance que les faibles principautés russes de l'ouest ; de bonne heure, par sa position géographique comme par ses traditions dynastiques et religieuses, elle s'est sentie appelée à un grand rôle. En face du catholicisme envahisseur, c'est à elle qu'il appartenait de défendre l'orthodoxie, au delà comme en deçà de ses frontières, de même qu'il appartenait à ses princes de reprendre au polonisme Kief, « la mère des villes russes », et cette « route des Varègues » sans laquelle la Russie semblait coupée à la fois de ses origines et de l'Europe.

Dans cette lutte inévitable, les chances étaient pour la Moscovie, plus disciplinée, plus compacte, aidée par ses coreligionnaires sujets polonais. Et en effet, du jour où elle est à peu près débarrassée des Tatars, au XVI^e siècle, son avance est régulière ; en 1796, après le troisième partage de la Pologne, les terres jadis russes le sont redevenues, diminuées, il est vrai, de Kholm et de la Galicie de l'Est, que l'Autriche a pris, mais augmentées de la Lithuanie propre, qui n'avait jamais été russe. Quelques années plus tard, les guerres napoléoniennes imposent de nouveaux partages ; maîtresse, en 1814, du Grand-Duché de Varsovie, la Russie va-t-elle l'annexer et s'étendre ainsi, pour la première fois, en terre vraiment polonaise ? A la fois pour s'agrandir lui-même, contenter les Polonais et ne pas mécontenter l'Eu-

rope, Alexandre I^{er} voudrait refaire, sous son sceptre, la Pologne intégrale et libre — du moins en apparence — mais cette ingénieuse combinaison suppose l'abandon, par la Russie, de ses conquêtes ou reconquêtes du XVIII^e siècle, et tout autocrate qu'il est, Alexandre n'ose le lui imposer. Finalement, le royaume qu'il reconstitue, c'est le Grand-Duché de Varsovie, amputé de la Posnanie laissée aux Prussiens. Or, ce grand-duché ne s'était jamais considéré que comme une pierre d'attente ; l'œuvre du Congrès de Vienne, la *Kongressovka*, fait de même. Il s'ensuit la révolte de 1830 ; puis, après la victoire de Nicolas I^{er}, sa guerre acharnée, dans les provinces contestées, à tous les vestiges du polonisme. Violente, brutale, cette russification s'explique du moins par des raisons valables ; on n'en peut dire autant de celle qui a suivi, en Pologne propre, la révolte de 1863. La Russie impériale s'y est entêtée pourtant, à l'exemple et sous la pression de Berlin, jusqu'aux derniers jours de son existence.

Le résultat du siècle commencé, en 1814, par un essai d'accord, est donc de faire haïr le *Moskal*, en Pologne, encore plus que les autres copartageants. Pourtant ce n'est pas lui, mais l'Allemand qui a commencé, bien avant 1772, le dépeçage des terres polonaises. C'est encore l'Allemand qui a profité des embarras de Catherine II pour la contraindre au premier partage, et de ceux de ses successeurs pour

les engager dans une absurde russification, alors que la politique vraiment russe était tout autre. Elle visait, en effet, non moins que la reprise des terres russes, mais plus secrètement, plus profondément, un accord des deux pays, une sorte d'agrégation volontaire, et en cela elle rejoignait certains rêves polonais. Était-elle née, cette idée d'union, de l'exemple heureux de la Polono-Lithuanie ? Était-elle favorisée par la parenté des races et des langues ? Toujours est-il qu'un Vladislav de Pologne a reçu des boyars, en 1612, la couronne des Tsars ; que ceux-ci, à plusieurs reprises, ont essayé de se faire élire rois de Pologne. Ces tentatives ont échoué par peur, chez les uns, de l'autocratie, chez les autres, du catholicisme ; mais, au XVIII^e siècle, nous en retrouvons quelque chose quand la Russie fait tourner à son gré les élections polonaises, et c'est là l'étape vers un protectorat qui, lourd sans doute, aurait du moins évité les démembrements. La même idée revient quand Alexandre I^{er} essaye d'une sorte d'union dynastique, et même, mais déformée et gâchée, quand ses successeurs, en désespoir de cause, entreprennent une russification qui, de toute façon, donnera des résultats contraires à leur attente. Il serait facile de montrer, en effet, que, loin de détruire la nationalité polonaise, l'administration russe l'a fortifiée, et en améliorant le sort des paysans, et en favorisant l'essor de l'industrie polonaise. Assurément, les Polonais n'ont pas à remercier

les *tchinovniks* d'un résultat que ceux-ci ne cherchaient pas. On doit pourtant le constater.

Ce qu'il faut retenir de tout cela, c'est que, persistante à travers les siècles et les guerres, l'idée d'union a échoué, un peu par l'intrigue allemande et beaucoup par l'opposition des lois et des cultures. Or, à l'heure qu'il est, l'antagonisme des confessions est moins vif, et demain la Russie sera constitutionnelle, peut-être républicaine, tout comme la Pologne. Il se peut donc qu'en dépit de l'Allemand toujours prêt à brouiller les cartes, il y ait une autre issue aux rapports polono-russes qu'une éternelle hostilité.

~

Cette autre issue, on croyait l'entrevoir même avant la guerre mondiale. La crise de libération de la Pologne a commencé, en effet, le jour où, en Russie, l'autocratie a été ébranlée. Dès 1906, les élections à la première *Douma* donnent aux Polonais, même dans les provinces qu'ils ont perdues depuis plus d'un siècle, une victoire inespérée et même trop belle, car elle suscite une réaction russe, mais qu'on sent passagère. Une nouvelle poussée libérale est probable, en effet, et aussi la rupture de cette intimité germano-russe qui s'alimentait de l'oppression des Polonais.

Quand la guerre éclata, en 1914, ils se trouvèrent



russophiles, en grande majorité, par prussophobie sans doute, mais il dépendait des gouvernants de leur donner des raisons de le rester en tout temps. Petrograd ne sut pas en prendre son parti, et l'enthousiasme polonais était fort refroidi déjà quand, en 1915, les Austro-Allemands occupèrent la Pologne russe, en lui promettant la liberté; eux aussi, et d'ailleurs sans la faire croire à leur sincérité. Cependant, après la révolution de 1917, le nouveau gouvernement russe proclame l'indépendance de la Pologne, mais seulement de celle de 1814. Il faut donc patienter, aider l'Entente, s'il se peut, et pour tant conserver « des fers au feu » à Vienne et à Berlin. Cette politique, on l'a durement reprochée aux Polonais; qu'auraient-ils pu faire d'autre?

En novembre 1918 enfin, la Pologne ressuscita, mais sans frontières; depuis, en 1919 et en 1920, les traités de Versailles et de Riga lui en ont donné qui font d'elle un grand État, puisqu'elle compte quelque trente millions d'habitants, et son avenir serait assuré, en dépit de la crise économique, si, dans cette masse, il n'y avait, comme autrefois, trop de Polonais douteux.

Négligeons, du côté de la Russie, plusieurs millions de Juifs, presque tous hostiles, mais peut-être moins redoutables, malgré leur rare faculté d'agitation, que les Blancs-Russes et les Petits-Russes, les uns et les autres beaucoup plus nombreux que les Po-

nais ou polonisés établis parmi eux. Les écrivains polonais nous disent, il est vrai, que ces Russes sont tout autre chose que les *Moskals*; que même entre eux ils diffèrent; que beaucoup sont uniates, donc à demi catholiques, donc à demi polonais; que, sur les autres, la passion religieuse influera moins qu'autrefois; que, d'ailleurs, la Russie bolchéviste n'attire plus personne. C'est possible, mais faut-il absolument que la Russie les attire pour que la Pologne se heurte à ses allogènes? Il s'en faut que leur opposition ait toujours été fomentée du dehors, et l'idée ruthène, en Gallicie, a été pour bonne part tournée contre la Russie. Aujourd'hui uniquement anti-polonaise, elle n'en est pas moins forte, et si nous en entendons peu parler, c'est que la Gallicie est couverte de ruines et que les Polonais y ont, paraît-il, la main dure; mais les tendances comprimées se feront jour de nouveau, non seulement en Gallicie, mais encore dans la région voisine où jadis la frontière russe arrêta la propagande ruthène; réunis aujourd'hui dans le même cadre, Petits-Russes et Blancs-Russes y marcheront du même pas vers l'émancipation. Certes, les Polonais se disent prêts à concéder de larges autonomies, mais, s'ils ont voulu refaire la Pologne historique, c'est pour être plus forts, et la force suppose la centralisation. D'autre part, ils entendent protéger le polonisme, partout où il a fleuri, et, s'il se peut, le propager; il est, en effet, le

ciment de leur État. Ils n'ont même pas renoncé — tant s'en faut — à propager le catholicisme. Or, la tradition séculaire de leurs sujets russes, même uniates, c'est la haine ou la méfiance de ces tentatives trop bien connues. Dans ces conditions, la Pologne nouvelle sera-t-elle plus solide, contre son voisin de l'est, que celle d'autrefois ?

~

Nous avons déjà dit que l'invasion tataro-mongole du XIII^e siècle a largement contribué aux succès lithuaniens et polonais. Le règne de Lénine, le *lénintchina*, produit aujourd'hui les mêmes effets que la *tatartchina*, mais, sans aucun doute, pour beaucoup moins longtemps. La Russie se refait ; refaite, suivra-t-elle, contre la Pologne, la politique des Tsars ? De ses dispositions présentes on ne peut douter ; les bolchéviks violent le traité de Riga tant qu'ils peuvent, et quant aux autres partis, divisés sur tout le reste, ils sont d'accord contre lui, mais ce qui importe plus, ce sont les générations futures. Seront-elles plus accommodantes ?

A n'envisager que les intérêts économiques, peut-être. La Russie Blanche, avec ses marais et ses forêts, a pu inspirer de belles pages au chasseur qu'était Tourguénief, mais elle est pauvre ; la Gallicie ne l'est pas, mais, jusqu'à présent, la Russie s'est aisément

passée de ses richesses. D'autre part, de la Duna au Dniestr, le recul de sa frontière ne bloque pas la Russie autant que la perte des rivages de la Baltique, et son isolement de l'Europe centrale a son avantage, puisque la Pologne, déjà rassasiée de terres russes, n'aura pas de raisons d'être agressive. Notons pourtant que la plus simple prévoyance l'oblige à se faire la gardienne du *statu quo* de l'Europe orientale. Tout mouvement de la Russie sur ses frontières d'Europe entraînera un conflit polono-russe ; la paix, si elle dure, ne sera jamais que « boiteuse et mal assise ».

Les Russes auront d'ailleurs, pour n'y pas tenir, les mêmes raisons qu'autrefois. Un appel des orthodoxes d'outre-frontière trouvera toujours de l'écho chez eux, et de même, et bien plus que par le passé, tout appel à leur sentiment national. La Russie reconstituée ne sera plus, en effet, l'État bureaucratique d'autrefois ; elle sera plus docile à la voix des masses. La Petite-Russie y aura pris, d'ailleurs, une importance nouvelle ; or, le souvenir des guerres des Cosaques la rend encore plus anti-polonaise que la Russie du nord.

Faut-il ajouter que l'Allemagne sera toujours avec les ennemis de la Pologne ? En 1920, elle a favorisé l'avance des bolchéviks, qui n'était pas sans danger pour elle ; ceux-ci battus, elle compte sur leurs successeurs. S'ils sont réactionnaires, ils auront besoin

d'une armée et de victoires, et de préférence sur le rival d'autrefois devenu le profiteur des mauvais jours récents ; bourgeois, démocrates, voire socialistes, ils n'échapperont pas davantage à la nécessité d'affirmer la renaissance de la force nationale. « Affirmez-la donc en Asie », leur diront les Polonais, mais l'intégrité russe sera toujours, en Russie, la plus populaire des devises. D'ailleurs, même redevenus forts, les Russes ne pourront, de longtemps, se passer d'un allié capable de les outiller, et pourvu que ce soit contre les Polonais, l'Allemagne les outillera à bon compte.

De son côté, la Pologne espère bien ne pas rester seule. En un temps, elle avait cru pouvoir neutraliser la Russie du nord par celle du sud, et réciproquement ; cette illusion évanouie, elle compte encore sur les États taillés dans l'ex-Empire russe, ou agrandis à ses dépens, et voit volontiers, dans leurs armées, les ailes droite et gauche de son front défensif. Mais, outre que ce cordon étiré de l'océan Glacial à la mer Noire ne sera peut-être pas très solide, certains de ces États, qui ne peuvent se passer des marchés russes, se demanderont, au moment décisif, s'ils ont le droit de lier leur sort à celui d'une Pologne sortie de son domaine naturel. « Nous n'avons pas annexé de Russes, nous ! » diront-ils, et le résultat de leur hésitation sera que, comme en 1920, ils se terreront.

Restent les grandes puissances de l'ouest, mais laquelle au juste ? L'Amérique ? On ne peut plus raisonner sur ses interventions en Europe. L'Angleterre ? Elle calculera toujours qu'une Russie empêtrée en Pologne sera moins gênante ailleurs. L'Italie ? Par quelle offre la gagner ? La France ? Certes, ses sympathies sont vives, mais son intérêt vital est que la Pologne regarde vers l'ouest, non vers l'est, et devant un groupement germano-russe qui tournerait bientôt en *Triplice*, ce n'est pas sûr qu'elle puisse faire beaucoup. Les Weygand de l'avenir risqueraient fort de ne pas mieux réussir que les Viomesnil et les Plélo du XVIII^e siècle.

Certes, la situation de la Pologne est tragique, aujourd'hui comme autrefois, et toujours pour les mêmes causes qui ne sont pas, quoi qu'en disent les manuels scolaires, son manque de frontières naturelles ou l'esprit anarchique de son peuple. La première est que l'abandon des terres slaves de l'Elbe, au début de l'histoire, a rompu pour toujours l'équilibre entre Allemands et Polonais ; la seconde, que le temps a fait du Saint-Empire de jadis une Allemagne compacte, et de la Moscovie un monde. Or, de ces deux voisines, l'une, celle de l'ouest, a grandi aux dépens des Polonais et ne leur pardonnera pas leurs modestes reprises d'aujourd'hui ; c'est aux dépens de l'autre que la Pologne prétend se refaire grande, et cette autre ne pardonnera pas non plus.

Entre ces deux ennemies, qui s'uniront, la Pologne succombera encore, si elle ne prévient leur union en se rapprochant elle-même soit de l'une, soit de l'autre.



Un rapprochement avec la Prusse est hors de question ; il signifierait, comme dans le passé, démembrement, vassalisation, finalement destruction. Un accord avec la Russie est, *a priori*, plus faisable puisqu'elle ne prétend à rien dans les terres vraiment polonaises, et peut-être les rancunes des deux peuples n'y sont-elles pas un obstacle.

Elles ont, en effet, quelque chose d'artificiellement grossi. Du côté russe, la haine de la Pologne n'existe que chez les « Oukraïniens » et les germanophiles, et dans un cas comme dans l'autre, ce n'est pas précisément l'amour de la patrie russe qui l'inspire ; dans les masses, elle se réduit à des souvenirs de guerre, aujourd'hui bien pâles, et s'épanche, à l'occasion, en épithètes inamicales mais anodines ; encore entendrez-vous tel « vrai Russe », qui vient de s'échauffer contre les Polonais *bezmozgié* (sans cervelle), vous dire ensuite, non sans satisfaction, que sa mère ou sa femme est d'origine polonaise. Chez les Polonais, l'animosité est plus profonde, et pour cause, mais sont-ils toujours convaincus quand ils affirment que le *Maskal* est un ours, un barbare ?

On raconte que, vers 1906, lorsque Pilsoudski fuyait de Russie, son compagnon de fuite, autre Polonais, lui disait : « Il y a pourtant de braves gens chez eux ! » — « Chut ! répondait Pilsoudski, il ne faudra pas le répéter chez nous ! » La Pologne savait pourtant à quoi s'en tenir là-dessus, et de même, sans le dire davantage, que, sous le joug russe, tout n'avait pas été ruineux pour elle. Elle osait donc, parfois, écarter ses vieux griefs — par exemple quand Varsovie fêtait les régiments sibériens qui allaient arrêter Mackensen. On peut présumer qu'elle pourra le faire encore, même dans des circonstances moins tragiques.

Au fond, la vieille idée de l'accord n'a disparu ni d'un côté ni de l'autre ; le malheur est que, comme autrefois, elle s'accompagne d'un rêve d'hégémonie, les Polonais la revendiquant au nom de leur culture et de leur passé ; les Russes, de par leur nombre et leur place sur la carte. Or, ces raisons ne valent plus rien. Le passé est le passé ; les cultures se sont rapprochées ; en dépit de la barbarie communiste, la Russie n'en est pas à se mettre à l'école polonaise, mais sa masse, qui l'a si mal servie dans la guerre mondiale, n'est plus un titre qu'elle puisse invoquer. En définitive, si vif que soit l'amour-propre des deux peuples, il n'est pas l'obstacle essentiel à leur rapprochement. La vraie question, c'est celle des provinces que les Russes réclament aux Polonais, provinces si nombreuses et si vastes qu'au premier

abord, leur reprise semblerait être la fin de la Pologne. Mais, heureusement, cette revendication est susceptible de se réduire.

Jusqu'en 1908, les Russes avaient oublié le pays de Kholm sous des lois polonaises ; ils pourront l'y oublier encore. De la Gallicie orientale ils se désintéressaient quand elle était autrichienne ; on conçoit donc un *modus vivendi* qui la laisserait polonaise, et d'autant plus que les « Ruthènes » de Lemberg ne sont pas des citoyens très désirables pour une Russie qui veut éviter la guerre civile. La Lithuanie « ethnographique », si violemment hostile aux Polonais, n'est guère matière à conflit polono-russe. Il en est autrement des provinces de Vilna et de Grodno, et des districts d'autres provinces placés entre la limite polonaise de 1814 et la frontière du traité de Riga.

Est-il possible de rectifier celle-ci de manière à satisfaire la Russie ? « La question ne se pose pas, disent beaucoup de Polonais ; ce que les armes nous ont donné, les armes seules nous le reprendront ! » D'autres, moins tranchants, objectent que des concessions de ce côté feraient perdre à la Pologne, outre des foyers de culture polonaise, des positions stratégiques et des soldats, et cela sans compensation, puisqu'une simple retouche des frontières laisserait subsister des sujets de conflit. Et en effet, pour donner à la Pologne la sécurité définitive qu'elle doit

attendre d'un accord avec la Russie, il faut prendre le problème d'une façon plus large et plus éloignée des combinaisons de la diplomatie d'avant-hier et même d'hier.

Pour celle-ci, le remède à tous les maux, c'était le plébiscite, et d'ores et déjà les Russes l'acceptent, à la condition qu'il n'ait pas lieu sous le contrôle des autorités polonaises. Mais cette condition suppose une sorte de dépossession préalable des Polonais, et comme ils s'y refusent, on tourne ainsi dans un cercle vicieux. Nous croyons pourtant que, même sans plébiscite, quand le pays, aujourd'hui gouverné militairement, sera rentré dans un état à peu près normal, ses vœux s'exprimeront assez clairement. En faveur de la Pologne ? Ce serait la fin de beaucoup de difficultés, mais il n'y a guère à le prévoir. De la Russie ? Tout dépend de la vie qu'elle aura reprise. Les probabilités prochaines sont pour la revendication d'une large autonomie, voire de l'indépendance, comme en Lithuanie, peut-être avec l'arrière-pensée qu'elle aboutira au rapprochement avec les Blancs-Russes ou les Petits-Russes d'outre-frontière, et, par suite, avec l'État dont ils feront partie.

Des concessions qui risqueraient de finir ainsi, il y a toute chance pour que la Pologne n'y consente qu'*in extremis*. Supposons pourtant qu'elle reconnaisse à ses sujets récalcitrants le droit de libre disposition ; y trouverait-elle un profit ?

Il va sans dire qu'en échange d'un recul de sa frontière, elle devrait recevoir, outre d'expresses garanties pour les biens et les traditions polonaises dans les pays évacués, la certitude d'être appuyée, à l'ouest, par toutes les forces de la Russie. Cette garantie défensive entraînant l'accord économique, les marchés russes seraient rouverts à l'industrie de Lodz et de Varsovie dont la prospérité deviendrait, pour les Polonais, une force de plus contre l'Allemagne. Leur culture enfin reprendrait, à ne plus être un instrument de dénationalisation, sa force expansive d'autrefois. En somme, un tel pacte serait quelque chose d'analogue à ces premiers accords polono-lithuaniens qui ont fait, pour des siècles, reculer le flot germanique et prospérer la Pologne.

« Fort bien ! diront les Polonais, mais dans ces accords nous ne cédions pas de territoire, et les chances d'avenir étaient pour nous. Qui nous assure que, dans une combinaison polono-russe, elles ne seront pas contre nous, au péril, finalement, de notre indépendance ? C'est un *saltus mortalis* qu'on nous propose là ! »

Toute combinaison d'avenir a des risques, en effet, puisque la façon de l'exécuter y compte autant que l'idée première. Nous croyons pourtant qu'une perte en kilomètres carrés n'entraînerait pas une diminution réelle de la force polonaise ; il serait superflu de rappeler, entre mille exemples, que la

possession de la Bosnie et de l'Herzégovine n'a pas fortifié l'Autriche. Admettons pourtant cette diminution ; elle sera largement compensée par la position plus assurée du pion polonais — de la dame, si l'on veut — sur l'échiquier européen ; en un temps où tout conflit met aux prises des coalitions, le nombre des soldats que chaque État met en ligne compte peut-être moins que celui des alliés qu'il groupe autour de lui, et l'expérience de 1920 a montré combien l'accusation d'impérialisme en enlève à la Pologne. D'autre part, on peut affirmer qu'une fois le conflit ethnographique écarté, la Russie aura tout intérêt à respecter et à faire respecter l'indépendance polonaise. A la respecter, parce qu'autrement, elle rentrerait dans la politique néfaste dont elle a subi les conséquences. A la faire respecter, parce que, séparée de l'Europe du centre par un État-tampon, réconciliée d'ailleurs avec cet État, elle aura beaucoup plus de facilités à poursuivre, sur d'autres frontières, la réalisation de certains désirs légitimes. Le « magnifique isolement » ne lui est d'ailleurs pas plus possible qu'à tout autre État ; elle a besoin d'amis dans le monde, et d'amis qui n'hypothèquent pas sa politique comme le ferait l'alliance dégradante et ruineuse de l'Allemagne. Or, il n'est pas douteux que l'apaisement du conflit polonais amènerait la conclusion d'accords avec les États qui, non moins que la

Pologne, ont à craindre la revanche du germanisme. C'est même dans ces accords, plus que dans la récupération plus ou moins complète d'une terre russe, que nous voyons l'intérêt de la Russie. Aujourd'hui ruinée, menacée d'un partage en sphères d'influence, elle gagnerait, à devenir le point d'appui du monde slave, une situation dont elle n'a pas joui même aux plus beaux jours du tsarisme.

Jadis on parlait beaucoup du panslavisme, et l'Europe s'en faisait un épouvantail, tout en le déclarant chimérique. Le fait est que, même dans les pays où des générations d'opprimés se repassaient de l'une à l'autre la foi dans la fraternité slave, on s'effrayait, en regardant la Pologne, des suites possibles d'une poussée de la Russie ; elle était trop grande, trop lourde pour qu'on pût se défendre du sentiment qu'elle embrassait ses rivaux pour les étouffer. Or, la Russie de demain sera grande, sans doute, mais elle ne sera plus ni autocratique, ni étroitement centraliste ; moins fière de sa masse, elle saura mieux apprécier la valeur, et de l'idée, et du droit, et des amitiés populaires, et justement son accord avec la Pologne sera, pour tous les peuples qui veulent croire en elle, la marque du recommencement de son histoire. La conquête des confiances vaut bien qu'elle se montre conciliante avec sa vieille rivale ; quant à celle-ci, son avenir dépend de sa prudence et de sa modération.

VI

LA RUSSIE-BLANCHE

*Son étendue, sa population, son histoire.
Sa situation depuis 1917. Les rapports des Blancs-Russes avec les Allemands, les Lithuaniens, les Polonais. Les perspectives d'avenir.*

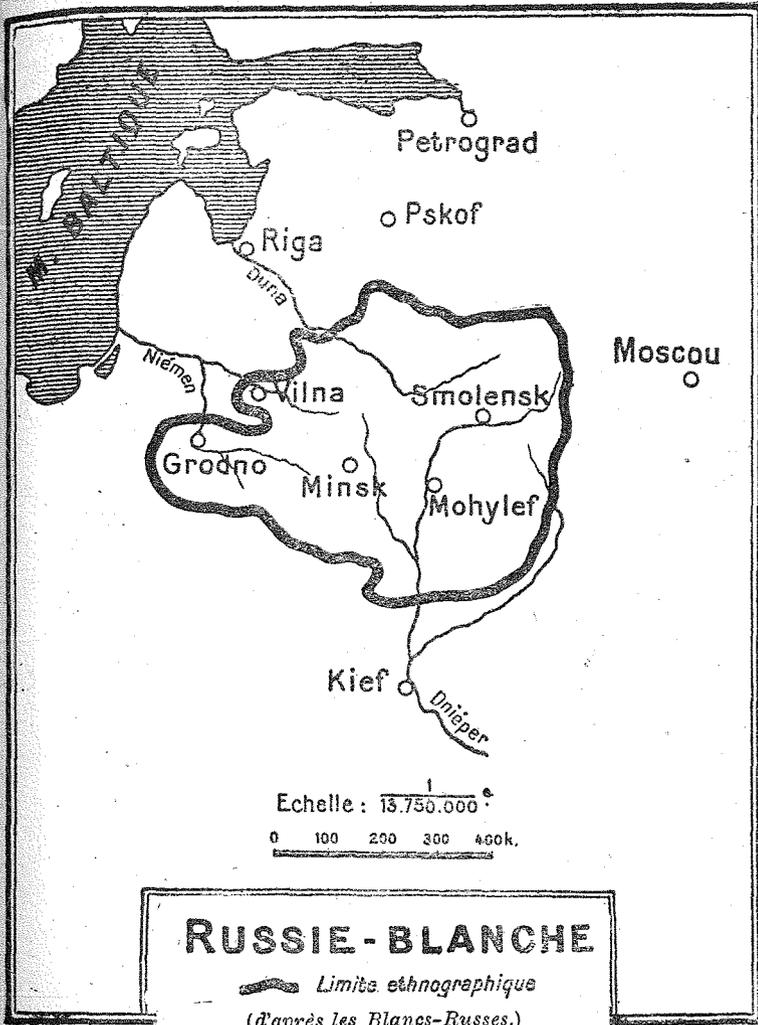
LA Russie-Blanche, qui n'a pas de limites naturelles et que l'histoire n'a jamais nettement dessinées, est, avant tout, le pays où l'on parle blanc-russe. Or, ce dialecte blanc-russe se rapproche singulièrement, par endroits, du petit-russe et surtout du grand-russe ; dans les districts frontière, le passage de l'un à l'autre est à peine sensible. Il en résulte que, pour placer ce pays sur la carte, il faut penser, non pas à des limites difficilement réalisables, mais aux villes importantes qui, de l'aveu de tous, y sont incluses, Grodno et Vilna à l'ouest, Vitepsk au nord,

Minsk au centre. Au sud, il arrive tout près de Kief et de Tchernigof ; à l'est, de Smolensk, que d'ailleurs des ethnographes blancs-russes lui annexent.

Comme les limites de leur pays, le nombre des Blancs-Russes est difficile à fixer. Les statistiques faites au temps de l'Empire oscillent autour de neuf millions, mais les patriotes jugent ce chiffre trop faible ; ils le portent à douze millions, et comme ils ajoutent à cette majorité blanc-russe les *allogènes* des villes, Polonais et surtout Juifs, ils concluent que, tout compte fait, leur État pourrait avoir quinze à seize millions d'habitants.

C'est assez pour vivre, assurément, mais encore faudrait-il à cet État une limite physiquement reconnaissable, ce qui n'est pas le cas, et d'autre part, des ressources propres, une production à lui. Or le sol de la Russie-Blanche est pauvre ; là où les marais et les forêts permettent sa mise en culture, il produit moins que la Pologne ou la Lithuanie du nord — exception faite, peut-être, pour la région de Grodno. De même, son industrie est à peu près nulle. Le seul produit à en exporter, c'est le bois, mais, pour en tirer des ressources sérieuses, il faudrait des voies de communications qui n'existent pas et seront difficiles à créer.

En somme, à ne considérer que la structure et la valeur économique, aucun des États taillés ou à



tailler dans l'ancien Empire ne se présente de façon aussi défavorable que la Russie-Blanche. Son passé historique, du moins, lui a-t-il fait une individualité assez forte, assez obstinée pour venir à bout des circonstances désavantageuses ?



A aucun moment, il n'a existé un État blanc-russe. Aux origines de l'histoire, la région est occupée par des tribus, peut-être les plus anciennes mais aussi les plus pauvres des Slaves, puis par des principautés russes, qui, comme les autres apanages des Rurikovitch, relèvent de Kief, mais ne jouent qu'un rôle très effacé ; entre la Russie-Rouge du sud, la Kiévie du Sud-Est, la Souzdalie de l'Est et les Lithuaniens du Nord, la Russie-Blanche est passive et subordonnée, et le devient encore plus quand, au XIII^e siècle, après l'écroulement de la puissance de Kief, elle passe sous l'hégémonie des princes lithuaniens. Sa revanche est qu'imprégnée déjà de culture kiévienne, elle l'impose à ses vainqueurs ; du paganisme, les Lithuaniens — ou, du moins, beaucoup de leurs chefs — passent à l'orthodoxie russe, et du même coup ils font de la langue de celle-ci leur langue écrite, officielle. Mais ce mouvement de russification s'arrête au XIV^e siècle, quand l'influence polonaise, à son tour, pénètre dans le Grand-duché de Lithuanie. L'orthodoxie recule

devant le catholicisme, et le russe devant le polonais, mais lentement ; c'est seulement à la fin du XVII^e siècle que celui-ci devient à son tour la langue officielle de la Lithuanie, comme il était déjà la langue employée, dans les relations sociales, par les classes dirigeantes, la noblesse et le haut clergé.

Cette polonisation continue même sous la domination russe ; l'Université de Vilna, jusqu'à sa suppression en 1832, en est l'instrument efficace, et plus tard, la noblesse polonisée reste longtemps encore maîtresse des administrations locales ; c'est seulement après l'insurrection de 1863 que les *tchinnovniks* l'en délogent. Dès lors, dans chacun des deux partis qui se disputent, à défaut de l'autorité passée toute aux mains des Russes, du moins l'influence, on songe à l'utilité que pourrait avoir, pour qui saurait s'en servir, la langue locale, la langue des rustres. Des Polonais recueillent des légendes du pays, les publient en blanc-russe ; des Russes font de même, mais cette littérature naissante a moins d'action sur le peuple que les événements qu'il voit se succéder. Déjà sous Nicolas I, le retour forcé des uniates à l'orthodoxie l'avait secoué ; sous Alexandre II, après la révolte polonaise de 1863, les exécutions de Mouravief *le pendeur*, à Vilna, puis la dépossession de beaucoup de nobles polonais au profit d'immigrés russes, enfin l'émancipation des serfs suscitent un mouvement qui, à vrai dire, ne répond aux espérances

ni des Russes ni des Polonais. Les masses, avant tout préoccupées de la question agraire, restent ou deviennent antipolonaises, puisqu'en dépit des confiscations, la plus grande partie de la terre appartient aux Polonais. Elles ne deviennent pas russes pourtant, au sens étroit de ce mot, parce que les agitateurs qui peu à peu gagnent leur confiance sont des socialistes ou des révolutionnaires, élevés, à la vérité, dans les Universités russes, mais hostiles à la Russie officielle, et particulièrement, pour ce qui concerne la Russie-Blanche, au centralisme pétersbourgeois. L'idée d'une autonomie blanc-russe apparaît, mais pendant longtemps incertaine, mal dégagée ; on ne sait trop s'il faut souhaiter la séparation administrative de la Russie-Blanche, telle que les philologues la conçoivent, ou la reconstitution, de concert avec les Lithuaniens du Nord, du Grand-Duché d'autrefois. Et puis, pour cette œuvre, quelle qu'elle soit, sur qui s'appuyer, des Russes ou des Polonais, et comment croire, d'autre part, qu'on la réalisera avec les seules forces du pays ? Cette incertitude pèse encore sur les esprits quand éclate la Révolution de 1905, et sans doute, elle contribue aux résultats de ses élections ; la Russie-Blanche n'envoie dans les premières *Doumas* que des nationalistes polonais ou des nationalistes russes. Il faut, pour que le mouvement prenne plus de consistance, la guerre, l'occupation allemande et enfin la révolution. En 1917, tandis que, d'un côté

du front, à Minsk, des meetings de soldats acclament la république blanc-russe, de l'autre, à Vilna, des intellectuels se tournent vers les Allemands, qui leur font grand accueil, puisque leur intérêt est de grouper tous les éléments hostiles, et aux Polonais et aux Russes. Mais justement, entre ces éléments, l'accord est difficile. Les Lithuaniens, plus cohérents, plus unis, plus énergiques aussi que les Blancs-Russes, redoutent leur supériorité numérique dans le Grand-Duché reconstitué à peu près tel qu'autrefois ; déjà, rien que pour s'assurer la possession de Vilna, leur capitale historique, il leur faudra *relithuaniser* toute la région voisine qui est devenue blanc-russe, au cours des siècles — si elle ne l'a toujours été. Ces dispositions de leurs associés éventuels, les Blancs-Russes ne les ignorent pas, et beaucoup d'entre eux seraient plus disposés à s'entendre avec le *Moskal*, voire avec le Polonais. Pourtant une sorte d'accord s'établit et dure, tant bien que mal, jusqu'au moment, en 1920, où l'avance des bolchéviks, puis celle des Polonais, coupent les Lithuaniens dont le gouvernement s'est réfugié à Kovno, des Blancs-Russes dont les chefs sont restés à Grodno ; ces chefs semblent d'ailleurs — même avant l'occupation de Grodno par les Polonais — n'avoir eu qu'une autorité fort restreinte. Le traité de Riga, ensuite, et enfin l'occupation de Vilna par les troupes du général Zeligowski soumettent à l'emprise polonaise toute la Russie-Blanche — réserve

faite pour les quelques districts restés en dehors des frontières du traité de Riga, et dotés par les bolchéviks, autour de Minsk, d'un semblant d'autonomie. Que voudront faire les Polonais de la partie beaucoup plus importante qui est entre leurs mains ? Il semble que, longtemps, deux tendances les aient partagés. La première, c'était d'épouser les revendications des nationalistes blancs-russes, celles surtout qui visent l'Est, et de conduire ainsi leurs protégés jusqu'aux portes de Smolensk, de façon à les brouiller à tout jamais avec les Grands-Russes ; cette « plus grande » Russie-Blanche serait, pour la Pologne, un État-tampon, officiellement indépendant, mais en réalité soumis aux influences de Varsovie et prêt à revenir, par suite, à son processus de polonisation. Ce plan grandiose, on l'a abandonné, puisque à Riga on a partagé la Russie-Blanche avec les bolchéviks, et le fait est qu'il ne tenait pas compte d'une circonstance essentielle, l'opposition irréductible entre le paysan blanc-russe et le propriétaire polonais ; comment la Pologne protectrice pourrait-elle sacrifier celui-ci à celui-là, et comment, sans ce sacrifice, pourrait-elle jamais compter sur l'attachement du pays ? Il se peut aussi que Varsovie ait reculé, non devant la résistance de la Russie soviétique — elle est prête à toutes les concessions, sauf à n'en respecter aucune — mais devant les clameurs que ne manquerait pas de susciter en Europe « l'impérialisme » polonais. Et le

fait est qu'il y a des Polonais pour croire, de bonne foi, qu'ils ont été modérés puisqu'ils ont renoncé aux frontières polonaises d'avant 1772.

Quoi qu'il en soit, des pays blancs-russes la Pologne n'a gardé qu'une partie — la plus importante, il est vrai — et la sécurité qu'elle n'attend plus d'une Russie-Blanche intégrale et alliée, elle la cherchera dans sa transformation partielle en une *Pologne Blanche*. Dès à présent, ce travail de polonisation est commencé, et les récits des Russes fugitifs du pays nous renseignent sur ses procédés. Récits sujets à caution, dira-t-on, et c'est possible ; il est hors de doute, en tout cas, qu'il faudra beaucoup d'années à l'administration polonaise pour venir à bout, dans le pays, et des orthodoxes, et des uniates eux-mêmes, et des paysans déçus dans leurs espoirs de partage agraire, et des patriotes qui regarderont de l'autre côté de la frontière, vers la Russie reconstituée. Si longue, en effet, que puisse être cette reconstitution, elle le sera encore moins que la dénationalisation du pays assujéti. La Pologne n'a pas le privilège des résistances tenaces, et rien n'assure qu'elle ait devant elle un nombre illimité d'années.

Il semble, au surplus, que certains Polonais, plus modérés ou peut-être inquiets des difficultés survenues avec les Lithuaniens du Nord, admettent l'idée d'une transaction avec les Blancs-Russes ; on leur concéderait, dans un cadre d'ailleurs étroitement

mesuré, l'autonomie administrative et le libre usage de leur langue. Mais qui ne voit que cette autonomie laisserait subsister le péril de polonisation ? Les intérêts des propriétaires polonais, en pays blanc-russe, amèneraient, en effet, l'immixtion continuelle du protecteur dans les affaires du protégé. En fait, pour atteindre son but essentiel, la sécurité de la Pologne, la transaction devra mettre fin, à la fois, à l'agitation des Russes du dedans et aux menaces de ceux du dehors ; elle devra être une transaction à trois. Nous en revenons ainsi à l'idée qui a inspiré nos conclusions sur les rapports polono-russes, à ce plan d'une confédération générale qui, englobant les intérêts locaux, s'appuierait sur l'idée slave.

Nous n'en méconnaissons pas les difficultés nationales ou sociales — et celles-ci, dans un pays de propriétaires polonais et de paysans blancs-russes, sont peut-être encore plus graves que les autres. Nous croyons, en tout cas, que cette solution est la seule qui réponde aux intérêts de la Russie-Blanche elle-même. En effet, si le conflit russo-polonais subsiste, on ne peut imaginer, en dépit des semblants d'autonomie *ad usum Europae*, que polonisation d'un côté de la frontière, russification de l'autre. Sous cette double pression, le pays perdrait son originalité propre, et, de plus, selon les régions, les éléments de civilisation qu'il a dus, au cours des siècles, aux influences contraires et pourtant combinées de Kief, de Varsovie,

de Pétersbourg. On accepte mal l'idée de la suppression du polonisme dans le pays qui a donné Mickiévicz à la Pologne ; on n'accepte pas davantage celle de sa séparation définitive d'avec la grande race dont son peuple est un des rameaux. Avec sa double culture, la Russie-Blanche est marquée pour être, nous ne dirons pas un *État tampon*, puisque ce mot suppose des chocs, mais l'État de conciliation dans lequel s'amortiront, à son profit et à celui de ses voisins, les pressions de droite et de gauche.



VII

LA LETTONIE

La situation des Provinces Baltiques. Leur passé.

La guerre. Les vicissitudes de la Lettonie ; sa marche à l'indépendance.

L'avenir. Les revendications de la Russie ; la probabilité d'un accord pacifique.

DES marches que la Russie possédait hier encore, la Lettonie, la *Latvia* d'à présent, la Livonie des derniers siècles, et l'Esthonie sont parmi les plus importantes, pour les mêmes raisons. Accolées l'une à l'autre, placées de même à l'égard de la Russie, elles lui ont été réunies, puis s'en sont séparées en même temps, dans les mêmes circonstances ; les mêmes intérêts économiques les poussent à désirer que cette séparation ne soit pas trop complète, et la

Russie, de son côté, a les mêmes motifs de souhaiter un rapprochement avec chacune des deux. Parler de l'une, c'est parler de l'autre ; on peut transposer les mots, dire Esthonie pour Livonie, Revel pour Riga, origine tchoude ou finnoise pour origine indo-européenne, le développement reste le même. Dans les pages qui suivent, nous ne nous occuperons donc que de la Lettonie, plus importante par sa richesse, son étendue, et aussi, peut-être, par sa position géographique.



Il faut noter d'abord que *Latvia* et Livonie ne se correspondent pas exactement ; tandis que celle-ci est une création de la politique du Moyen-Age, celle-là est le domaine ethnographique des Lettons, domaine qui, au nord, reste en deçà des limites de la Livonie, mais les dépasse, à l'est, dans la vallée de la Duna, et même au sud, où il se confond avec celui des Courlandais et des Lithuaniens, de même race et à peu près de même langue. Les uns et les autres, avec les Prussiens d'autrefois, aujourd'hui presque entièrement disparus, appartiennent à un groupe indo-européen ancien dans ces régions, groupe que l'histoire n'a pas favorisé, mais que rien n'autorise à réputer inférieur aux autres peuples de même souche.

Son rameau le plus septentrional, les Lettons, a élargi son domaine, dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, aux dépens des Esthoniens, ses voisins du nord, et peut-être eût-il atteint le golfe de Finlande, si, dès le XIII^e siècle, il n'avait été en butte aux attaques d'Allemands venus d'outre-mer. Au XIII^e, les « Chevaliers Porte-Glaive » sont en possession du littoral et de la ville déjà importante de Riga, et peu à peu, dans l'intérieur, ils s'élargissent jusqu'à la rencontre des Russes. Cette conquête, que nous connaissons par la tradition lettonne et les chroniques allemandes, n'a pas été moins cruelle que celle des Chevaliers Teutoniques en Prusse ; la seule différence est que les Porte-Glaive ont établi moins d'Allemands sur les terres des vaincus dont la race et la langue ont subsisté. Les pangermanistes modernes ont durement reproché aux « barons baltiques » leur insouciance à propager la race élue ; en fait, il semble bien que, s'il n'y a pas eu germanisation, la cause en est d'abord à l'éloignement de la Livonie — la Prusse interceptait les colons — ensuite aux vicissitudes qui l'ont fait passer sous le joug des Danois, des Polonais et enfin des Russes.

Quoi qu'il en soit, les Lettons n'ont plus eu, depuis le XIII^e siècle, d'existence nationale, et, de ce fait, on est porté à ne voir en eux qu'une matière ethnographique. Pourtant, la conquête de leur pays par des Allemands prouve seulement qu'ils étaient mal

armés et pas encore organisés ; leur servitude, si dure qu'elle ait été, ne les a jamais privés d'un sentiment national entretenu par la haine du vainqueur, ni d'une réelle capacité de progrès. Convertis au catholicisme, puis au luthéranisme, de bonne heure bons agriculteurs et bons artisans, ils ont participé aux progrès de l'Europe, encore que leurs pasteurs, serviteurs à gages des seigneurs, des *barons*, n'aient pas fait grand chose pour les instruire. Au XIX^e siècle, la suppression du servage, bien que fort incomplète, car les *barons* conservent toute la terre, leur permet de se déplacer librement ; dès lors, établis nombreux dans les villes, non seulement ils ne s'y germanisent plus, mais ils y empruntent son nationalisme à la race maîtresse et le retournent contre elle. Dans la seconde moitié du siècle, ils ont leurs sociétés de tout ordre, leurs écrivains, leurs érudits, leurs publications populaires ou savantes, et cette renaissance s'accompagne d'un progrès économique marqué, aussi bien à la campagne qu'à la ville. Les Allemands s'en font volontiers honneur, et, certes, leur exemple y a contribué ; il faut pourtant tenir compte des qualités de la race lettonne, vigoureuse, patiente, appliquée, et du patriotisme ardent qui stimulait son effort.

En définitive, au début du XX^e siècle, le pays est riche et peut servir de modèle à n'importe quelle région de la Russie. La conscience de leur valeur, qui

en résulte chez les Lettons, est encore accrue par l'importance croissante de leurs colonies dans les villes russes. Ils sont mûrs pour l'émancipation dont ils rêvent depuis si longtemps.

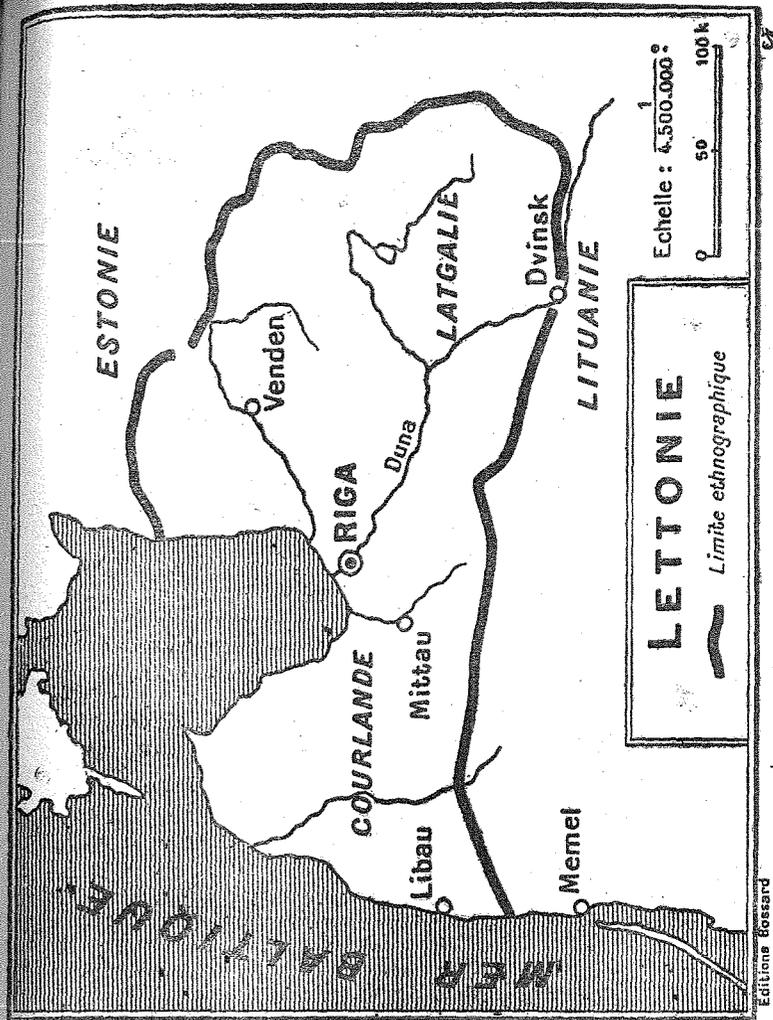


Ce rêve est double, puisque le pays a deux maîtres, le Russe et l'Allemand, mais il s'en faut de beaucoup que l'animosité soit la même contre celui-ci et contre celui-là.

La Russie, aux temps anciens où les Lettons étaient libres, n'a pas eu avec eux des rapports particulièrement hostiles ; peut-être l'influence de ses principautés du nord aurait-elle pu pénétrer chez eux, les christianiser et les russifier, comme celles de la Russie-Blanche avaient commencé à le faire en Lithuanie. Mais la conquête allemande a interrompu ces premiers rapports qui n'ont repris, sous une toute autre forme, qu'à l'époque où la Russie enfin unifiée a voulu s'ouvrir les chemins de la Baltique. Ce sont alors, aux XVI^e et XVII^e siècles, de grandes invasions qui échouent devant les villes, mais dévastent impitoyablement les campagnes. Cette période prend fin avec les victoires de Pierre le Grand, qui unissent la Livonie à la Russie ; dès lors, jusqu'en 1915, elle ne verra plus d'ennemis, et, d'autre part, les mar-

chés de l'intérieur lui étant ouverts, Riga devient l'*emporium* de tout son arrière-pays. Quant aux défauts de l'administration russe, on en souffre peu ou pas ; à part le gouverneur et son état-major, qui sont rarement de race russe, le pays ne voit pas de *tchinovniks* ; ses lois restent celles d'avant la conquête. Au XIX^e siècle seulement, il y a des tentatives d'intervention dans sa vie intérieure ; sous Nicolas I^{er}, une propagande menée de Pétersbourg convertit quelque cinquante mille Lettons, par haine des pasteurs, à l'orthodoxie ; sous ses successeurs, l'institution de tribunaux et d'écoles russes amène dans le pays de nombreux fonctionnaires du dehors. Mais les Allemands sont seuls à souffrir de ces empiètements du pouvoir central ; les Lettons, au contraire, y gagnent, car les Russes sont obligés de s'appuyer sur eux. Que la russification doive les menacer à leur tour, ce n'est pas douteux, mais la menace est encore lointaine.

Les Allemands ont été longtemps dans un cas analogue, et même beaucoup plus favorable. La conquête russe, en effet, a respecté leurs privilèges et, par surcroît, leur a livré la Russie. Déjà sous Pierre le Grand, la noblesse baltique envahit la Cour ; au XVIII^e, au XIX^e siècle, dans la *généralité*, le corps des généraux de toute catégorie, il y a plus de noms allemands que de russes ; si la proportion finit par changer, ce n'est pas aux échelons supérieurs de



la hiérarchie. Cette conquête du vainqueur par les vaincus s'explique, disent ceux-ci, par leur supériorité de nature et de *Kultur* ; en fait, elle tient plutôt à l'entraide qu'ils se prêtent, et surtout à la faveur de souverains toujours nés, jusqu'à Nicolas II, d'une mère allemande. En Livonie cette faveur leur maintient, à l'encontre des Lettons, les bénéfices de la conquête ; encore en 1905, des colonnes russes châtaient durement les paysans mutinés contre les « barons ». Et pourtant, à ce moment, la fidélité de beaucoup de ceux-ci est déjà douteuse. Leur éducation restée presque uniquement allemande les a ouverts, en effet, à la propagande pangermaniste et aux suggestions d'agents habiles à exploiter le mécontentement né des essais de russification que nous avons mentionnés.

En définitive, dans la Livonie de 1914, il y a deux pays ; celui d'en haut, qui se croit opprimé, parce qu'il n'est plus le seul maître, et qui regarde volontiers de l'autre côté de la frontière ; celui d'en bas qui compte sur les tchinovniks pour se défaire des Allemands, et sur les libéraux russes pour se défaire des tchinovniks.

2

Dès le début de la guerre, tandis que des bour-

geois de Riga fêtent, dans les brasseries, les succès réels ou supposés de leurs frères de langue, et que d'autres, plus discrètement, espionnent pour le compte de Berlin, les Lettons restent fidèles, ce qui leur est d'autant plus facile que la guerre est encore loin d'eux. En 1915, il n'en est plus ainsi ; la retraite des Russes amène l'ennemi jusqu'à la Duna. La Livonie va-t-elle subir une nouvelle invasion de Porte-Glaive ? Devant ce péril, les Lettons décident de former, en plus de l'armée régulière, des corps de volontaires qui participeront à la lutte, bien entendu, sous les ordres du haut commandement russe, mais avec des officiers de leur nationalité lettonne. Cette pensée, Radko Dmitrief, le chef de l'armée de la Duna, l'accepte ; le gouvernement, par contre, l'envisage avec une méfiance qui s'explique. Consentir à la création d'unités lettonnes qui, la guerre se prolongeant, deviendront peut-être une armée, c'est, en effet, poser pour l'avenir une question d'autonomie et donner aux Lettons un titre difficile à écarter. De là d'assez longues hésitations ; en 1916 pourtant, des bataillons de tirailleurs lettons dont l'effectif semble s'être élevé, peu à peu, jusqu'à 20.000 hommes, prennent une part glorieuse à la défense de Riga. Encore en 1917, alors que les régiments russes lâchent pied, les Lettons se battent ; ils sont les derniers à couvrir la fuite, et de l'armée, et de quelques centaines de milliers d'habitants. Puis, la guerre

terminée par le traité de Brest-Litovski, leurs corps se disloquent ; il n'en subsiste guère que les unités qui, depuis, ont acquis au service des bolchéviks une renommée sinistre, mais la plupart du temps imméritée. De bonne heure, en effet, ces unités ont été complétées ou refaites, d'abord avec des Russes, plus tard avec d'ex-prisonniers de guerre, des Allemands et surtout des Magyars.

Cependant les Allemands étaient maîtres du pays ; qu'allaient-ils en faire ? Il semble bien que leur succès les ait quelque peu embarrassés. Certes les pangermanistes avaient leur solution prête : faire de l'Esthonie et de la Livonie — la Courlande étant réservée pour un prince prussien — un *Baltikum*, où, sous l'autorité des barons et le haut contrôle de Berlin, les deux races soumises seraient sagement entretenues en rivalité ; on les affaiblirait d'ailleurs en interdisant le retour des fugitifs dont la place serait prise par autant de colons allemands. Cette solution avait pour elle les barons, encore que le contrôle de Berlin pût les gêner, et contre elle, bien entendu, tous les Lettons et tous les Esthoniens, mais qui n'avaient pas voix au chapitre. Il est pourtant permis de croire, que, dès lors, certains dirigeants allemands envisageaient cette solution comme un pis-aller ; le nouveau *Reichsland*, en effet, brouillerait à jamais l'Allemagne avec la Russie, et l'on com-

mençait à soupçonner qu'on pourrait en avoir besoin un jour.

La victoire des Alliés trancha la question ; en 1918, les troupes allemandes durent évacuer le pays, sans qu'on sût, d'ailleurs, à qui elles le laissaient. On vit les bolchéviks essayer, à Riga, de soulever les ouvriers au nom d'un gouvernement soviétique letton qui n'eût été que l'instrument de celui de Moscou ; puis, d'un autre côté, des corps d'Allemands et de Russes plus ou moins volontaires, tenter, sous couleur de défense contre le bolchévisme, de ressusciter l'emprise allemande. Pris entre deux feux, le gouvernement national qu'appuyaient les Puissances occidentales, eut fort à faire pour reconstituer une armée et reconquérir le pays jusqu'à des limites d'ailleurs incertaines. C'est seulement en 1920 qu'elles furent fixées ; au nord, des arrangements avec les Esthoniens laissèrent à ceux-ci plusieurs districts de l'ancienne Livonie ; au sud, la Lithuanie permit aux Lettons de dépasser la Duna sur plusieurs points. A l'est, ils profitèrent de la situation désastreuse de la Russie pour occuper, en dehors de la Livonie, les districts lettons de la *Latgalie*. Les bolchéviks, qui avaient besoin de passer par Riga pour agiter l'Europe, laissèrent faire, quitte à joindre ce grief à d'autres, quand ils croiraient le moment favorable.

2

Un État letton se formait donc, par la force des choses, sans la Russie, donc, jusqu'à un certain point, contre elle. Or, nous avons dit que les Lettons ne la considéraient pas comme une ennemie ; pendant longtemps leur seul rêve avait été le maintien de la situation privilégiée d'autrefois, mais à leur profit, et non plus à celui des Allemands. En 1916, pour la première fois, un de leurs députés, à la Douma, avait parlé d'autonomie, mais sans succès. « Pourquoi ne pas en demander une pour les Samoyèdes ? » se serait écrié Milioukof. Puis, en 1917, le gouvernement provisoire, dont faisait partie ce même Milioukof, avait reconnu l'autonomie de la Lettonie, mais, outre qu'une concession *in extremis* n'est jamais très assurée, un point restait à fixer : la Livonie, devenue Lettonie, comprendrait-elle les 200.000 Lettons du gouvernement de Vitepsk que la Russie se refusait à laisser entamer ? Néanmoins, personne ne songeait à la rupture. « La Lettonie libre dans une Russie libre, tel est le vœu unanime de notre peuple ! » s'écriait, en 1917, au Congrès des nationalités, à Lausanne, le Letton Kenine. Encore en 1918, un publiciste français qui exprime certainement les sentiments lettons, M. Doumergue, constate que « la séparation d'avec la Russie serait,

pour les Lettons, la ruine économique, et, de plus, la Russie ne pouvant se laisser étouffer, une perpétuelle menace de guerre ! » Quelques mois plus tard, ces réflexions étaient toujours vraies, mais d'autres conditions du problème avaient changé. L'accord, possible avec une Russie tsarienne, facile avec une Russie démocratique, eût, avec les bolchéviks, livré le pays à la révolution et à la ruine. Force était de se séparer, au moins pour un temps, mais l'indépendance provisoire n'est pas une solution. L'Assemblée nationale proclama donc la Lettonie indépendante, sans restrictions.

Restait à la faire reconnaître par les Puissances. Avec celles qui s'étaient formées dans l'ex-Empire ou agrandies à ses dépens, Finlande, Esthonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, la difficulté était nulle, et de même avec l'Angleterre, qui s'accommodait sans peine du démembrement de la Russie, et avec l'Italie qui suivait l'Angleterre. La France, par contre, entendait ménager la Russie de la veille et de l'avenir, et sa reconnaissance ne fut acquise, la dernière, qu'en décembre 1922. Dès lors, l'État nouveau pouvait solliciter son admission dans la Société des Nations. Il l'a obtenue le 21 septembre dernier.

Mais à cette série de succès il en manque un, l'essentiel, la reconnaissance réelle par la Russie, et tout porte à croire qu'après les bolchéviks, elle sera difficile à obtenir. Les partis russes, en effet, sont

unanimes à protester contre la séparation de la Livonie et de l'Esthonie. Pour des raisons stratégiques d'abord ; elles sont le glacis de la plaine russe, ou, si l'on veut, la tête de pont d'où pourraient déboucher des agresseurs venus d'outre-mer. Pour des raisons économiques ensuite ; réduits à la possession de Petrograd, aujourd'hui coincé entre la Finlande et l'Esthonie, privés de Riga comme de Reval, les Russes se trouveraient dépendants de leurs ex-sujets. Ce n'est pas vraisemblable qu'ils s'y résignent longtemps.

Que feront les Lettons et les Esthoniens le jour de ce retour offensif de la Russie ? Résister leur est possible — ils ont prouvé leurs qualités militaires — mais l'appui probable des peuples voisins, Finlandais au nord, Polonais au sud, suffirait-il à leur donner des chances de succès ? Il se trouve justement que la chaîne des États dont on rêve d'encercler la Russie n'est nulle part plus mince, plus facile et plus tentante à percer qu'en Lettonie ; on n'imagine guère les manœuvres stratégiques qui pourraient empêcher des armées russes d'arriver sous Riga. Est-ce l'appui des États occidentaux qui sauverait la capitale lettonne ? Mais, même en les supposant d'accord pour intervenir, leur action serait rendue singulièrement difficile par l'attitude de l'Allemagne qui agira toujours dans le sens contraire aux intérêts de la Pologne, et n'a, d'ailleurs, aucune

raison d'aimer une nationalité qui ne l'aime pas non plus. Reste l'hypothèse d'une pression mondiale, à demi pacifique, du blocus prévu par les statuts de la Société des Nations. Mais, lui aussi, il suppose l'unanimité, et il ne la ferait pas plus que l'action militaire.

Le plus sage est donc d'essayer d'une transaction, et Lettons et Esthoniens, qui le savent bien, en entrevoient déjà des éléments. Ils se déclarent prêts à accorder aux Russes toutes les facilités de transit et même la concession de ports particuliers, à Riga et à Reval. Évidemment, l'accord économique serait possible à ces conditions, mais il aurait quelque chose d'incomplet et d'instable, s'il n'était accompagné d'un accord politique ; il faut aux Russes, avec la sécurité commerciale, celle de leur territoire, au moins la garantie qu'en aucun cas les pays baltiques ne prendront parti pour les puissances avec lesquelles la Russie pourra se trouver en conflit, et l'on voit sans peine l'importance de cette condition ; acceptée, elle rompt la coalition défensive que les Polonais rêvent de nouer de l'océan Glacial à la mer Noire. En fait, la neutralité lettonne sera un premier pas vers cet autre groupement que la Russie voudra refaire autour d'elle, vers la fédération des États de l'Europe orientale dont elle sera la tête. Or, si l'autonomie des États baltiques peut y subsister, leur indépendance politique s'en trouvera sensiblement limitée.

En somme, le problème de leur avenir se pose comme celui de la Pologne, avec cette différence que, s'ils n'ont pas la force de celle-ci, il n'y a pas entre eux et les Russes de traditions de guerre et de rivalité. Les probabilités sont donc pour qu'après des tiraillements et peut-être des menaces, l'accord balto-russe se réalise.



VIII

L'ENSEMBLE DU PROBLÈME

L'impossibilité de conclure.

L'évolution des problèmes partiels. Les sentiments des allogènes, hier, aujourd'hui.

La détresse de la Russie ; l'hypothèse d'une tutelle européenne ; ses chances.

L'accord direct entre Russes et allogènes. Les partis russes ; l'imprécision de leurs plans d'avenir.

Les raisons d'espérer.

CE dernier chapitre ne peut être une conclusion. De jour en jour, en effet, la situation se complique et s'aggrave ; à la famine qui désole la Russie d'autres famines succéderont, et nul ne peut prévoir la fin du chaos politique. La reconstruction, quand elle viendra, sera lente et pénible, et sans doute les États du dehors y prendront-il plus de part que

nous ne l'avions prévu. Mais, même en ce cas, le problème de la dislocation ou de l'unité de l'Europe orientale se posera tel à peu près que nous l'avons défini ; aucune tutelle étrangère ne maîtrisera longtemps les tendances locales. Mais elles peuvent évoluer d'elles-mêmes, et c'est sur cette évolution qu'il nous faut insister maintenant.

Nous savons déjà qu'avant 1917, dans les régions que nous avons envisagées, comme, d'ailleurs, dans celles qui sont moins nécessaires à la reconstruction de la Russie (1), les apôtres des revendications nationales ne parlaient pas de démembrement ; quand l'ancien régime les accusait de séparatisme, ils protestaient. Plusieurs, il est vrai, ont dit depuis lors que leur sagesse était feinte, et qu'au fond l'ancien régime n'avait pas eu tort de la suspecter. Nous croyons pourtant, pour la plupart, à leur sincérité passée, et d'abord parce qu'en dehors des voyants polonais, aucun d'eux ne présageait l'imminence et la grandeur de la crise. Encore en 1917, alors qu'il n'est plus de répression possible, les allogènes affirment leur foi dans la Russie, unie au moins en face de l'étranger. En août, à Moscou, le géorgien Tchenkeli déclare que « les Géorgiens sont solidaires des Russes... Il n'y a plus d'allogènes, mais seulement une nation russe ». L'Arménien Babof adjure cette nation de ne

(1) La Finlande, la Lithuanie, la Bessarabie, le Caucase.

pas oublier « la démocratie arménienne, qui a versé son sang pour la patrie commune, la Russie ». De même le Lithuanien Yanouchkévitich en attend la renaissance de son pays. Nous savons qu'à la même date les Lettons partagent son espoir (1). Un mois plus tard, alors que le désastre final est imminent, à Kief, sous la présidence du « séparatiste » Grouchevski, des représentants des « Oukraïniens », des Géorgiens, des Juifs, des Tatars, etc., proclament que « la Russie doit être une république une, fédérale et démocratique » ; à Pétrograd la Commission chargée d'en préparer le statut y inscrit le principe de l'unité, d'accord avec l'Esthonien Poska, l'Oukraïniens Slavinski, le Géorgien Avalof, tous futurs ministres des États allogènes. Encore après la chute de Kerenski, le *Troisième Universal* de la *Rada* de Kief ne sépare pas la République oukrai-nienne de la République russe. On pourrait multiplier ces exemples à l'infini ; s'il manque au concert des voix polonaises ou finlandaises, c'est que le premier acte de la Russie libérée a été de reconnaître la séparation de la Pologne, et que celle de la Finlande n'est plus contestée.

Mais les bolchéviks renversent Kerenski, chassent l'Assemblée Constituante ; il n'y a plus de pouvoir, à l'intérieur ou sur le front, que pour des meurtres ou

(1) Voir plus haut, p. 111.

des capitulations. Alors, dans les pays allogènes, c'est un sauve-qui-peut général, ou, plutôt, une « fuite en avant » vers cette indépendance à laquelle on ne songeait pas la veille, et qu'il faudra d'ailleurs ajuster aux volontés de l'Allemagne. C'est le chaos ; mais bientôt la victoire des Alliés semble y faire surgir un principe d'ordre ; selon l'Évangile wilsonien, l'indépendance de chaque peuple devient le fait naturel, légal, qu'il ne s'agit plus que de faire enregistrer à Paris. Les représentants des allogènes y courent donc, chargés de mémoires, de cartes et de brochures de propagande ; accrues de jour en jour, leurs prétentions les mettent aux prises, moins avec la Russie qui est absente et qu'on peut accabler des accusations les plus injustifiées, que les uns avec les autres. La vague de « maximalisme nationaliste » bat son plein, et d'ailleurs sans résultat, puisque le traité de Versailles laisse de côté le problème russe.

Depuis ce temps, la vague a reflué. Sous les coups des bolchéviks, certaines indépendances ont pris fin ; d'autres, plus heureuses, se sont fait reconnaître par l'Europe et même par les bolchéviks, mais sans y gagner la sécurité. D'autre part, le *self-government* n'a nulle part produit le bien-être. Même sans tenir compte de leur budget militaire qu'ils se plaisent encore à croire temporaire, les nouveaux États succombent sous le poids de leurs charges ; caractéristique est la situation de la Lettonie, qui doit tirer du transit

le plus clair de ses ressources, et n'a pas les moyens d'entretenir et de ramener à la profondeur nécessaire ses ports de Riga, de Windau, de Libau. Maintenant que le papier-monnaie a de moins en moins de valeur, la banqueroute menace, économique d'abord, politique ensuite. Comment alors ne pas songer à la reconstitution du cadre accepté en 1917, puis abandonné, forcément, en 1918 ?

Qu'on y songe, en effet, nous en avons plus que des indices. « Nous ne surestimons pas nos forces, dit le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, Meerovitch... Nous ne pouvons vivre sans la Russie. Quelle forme prendront nos rapports avec elle, *Zollverein* ou fédération, c'est difficile à dire maintenant. » Des représentants de l'Esthonie parlent de même, et si nous n'avons pas à citer de voix autorisées venues de la Russie-Blanche, de la Petite-Russie, du Caucase, il n'est pas douteux pourtant que, dans chacune de ces régions, les masses recommencent à penser qu'on ne peut « vivre sans la Russie ». Cela ne veut pas dire, d'ailleurs, qu'elles soient prêtes à sacrifier leur indépendance ; depuis quatre ans on s'est habitué à l'aimer, si précaire qu'elle soit, et le bolchévisme a créé partout infiniment plus de répulsions que jadis la bureaucratie tsarienne. Il n'est pas, il ne sera pas question, chez aucun des allogènes, d'un retour à l'ancien régime ; ce qu'ils envisagent, c'est, comme Meerovitch, le *Zollverein* ou même la fédération,

telle que l'a proclamée à Pétrograd, dans la nuit du 3/6 janvier 1918, l'Assemblée Constituante que les matelots de Lénine allaient chasser.

Mais, pour que ces dispositions des allogènes aient des suites, il faut que la Russie leur offre, avec des chances de prospérité, la garantie de la somme d'indépendance qu'ils entendent garder. Est-ce possible aujourd'hui ?

Nous n'avons pas à insister ici sur la détresse de la Russie ; chacun sait qu'avant longtemps elle ne fera qu'importer sans payer, sinon, peut-être, avec ses richesses minérales. Que les moujiks et les « intelligents » meurent de faim, le charbon du Donetz, le pétrole de Bakou, le manganèse du Caucase, le platine de l'Oural pourront reparaître sur les marchés européens, et c'est bien d'eux que rêvent certains apôtres de la restauration russe ; après avoir essayé de se les assurer par des traités avec les nouveaux États ou des contrats avec les bolchéviks, déçus d'un côté comme de l'autre, ils préparent une emprise globale et plus sûre, au nom de l'Europe.

Or, si cette emprise devient une réalité, les allogènes n'auront peut-être pas à causer avec les Russes. Le *consortium* européen réparera leurs ports, leurs voies ferrées ; dans la mesure où l'exportation les empruntera, ils recueilleront des miettes du festin international ; il se peut aussi que beaucoup de leurs ressortissants trouvent à s'employer dans l'œuvre commune.

D'autre part, les nouveaux maîtres de l'Europe orientale auront intérêt à y consolider la paix, et par conséquent les frontières ; il ne leur déplaira pas, d'ailleurs, d'y voir se perpétuer une dislocation de nature à perpétuer leur tutelle. D'une façon comme de l'autre ce sera, dit-on, tout profit pour les allogènes.

Est-ce sûr ? Pour l'aide qu'on leur prêtera, on les hypothéquera, tout comme la Russie, et leur profit sera mince, en tout cas, à côté de celui qu'ils auraient tiré d'un accord direct avec leur voisine. On a calculé ⁽¹⁾ que, dans le cadre russe, en raison de son étendue, les chances de l'activité d'un Letton seraient 1.300 fois ce qu'elles sont en Lettonie ; le consortium européen lui en laisserait beaucoup moins.

D'autre part la sécurité politique ne sera complète que si la Russie accepte, sans réserve, sa mise en tutelle. Or, que peut durer une telle acceptation, et par quel moyen empêchera-t-on les bolchéviks, une fois ravitaillés, de se retourner contre leurs ravitailleurs ? Sera-ce par la pression économique ou par l'emploi d'une force militaire qui serait, le cas échéant, la force allemande ? Et comment obtiendra-t-on que les successeurs des bolchéviks se considèrent comme liés par les promesses de ceux-ci ?

La Russie est, malgré tout, trop grande et trop forte

(1) STANKÉVITCH, *Narody Rossii* (Les peuples de la Russie), Berlin, 1921.

pour qu'on puisse la retenir dans les liens ténus que des hommes d'affaires lui préparent ; réveillée, elle les brisera comme Gulliver les câbles des Lilliputiens. L'intermède européen, qui soulagera quelques misères en en prolongeant d'autres, ne résoudra pas le problème politique. De quelque façon qu'on le retourne, on ne lui trouve, pour les allogènes et pour les Russes, qu'une solution, l'accord direct.

Cet accord, la Russie l'acceptera-t-elle, ou plutôt, puisqu'elle n'est pas libre et qu'on ne peut préjuger de ses décisions, les partis russes sont-ils disposés à l'accepter ?

Certes, en tant qu'internationalistes et « sans patrie », les bolchéviks ont en horreur le nationalisme russe, mais celui des allogènes leur est non moins antipathique, et d'ailleurs, pour bouleverser le monde ou simplement pour vivre, ils ont besoin de l'argent d'autrui. Ils ont donc tenté de détruire ou, plus élégamment, de « soviétiser » les indépendances surgies autour d'eux. Ils ont échoué en Finlande, en Esthonie, en Lettonie, en Pologne ; ils ont réussi dans le Sud et refait une sorte d'unité russe, d'ailleurs dissimulée. Leur État, sur les papiers officiels, est un assemblage d'organismes hétéroclites. L'Oukraïne, la Russie-Blanche, la Georgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, Boukhara, Khiva, la Crimée y figurent en qualité de républiques *alliées*, égales à celle de Moscou. D'autres républiques ne sont qu'*autonomes*, celles des Ta-

tars de Kazan, des Kirghizes, des Bachkirs, du Turkestan, des montagnards du Caucase, du Daghestan, du Terek. Vient ensuite la série des *territoires* autonomes des Kalmouks, des Tchérémisses, des Votiaks, des Karéliens, des Zyrianes, des Lapons, des Bouriates, des Iakoutes, etc. Il n'est pas de tribu sauvage qui n'ait sa part de liberté ou ne puisse l'attendre d'un décret du Kreml ; toutes les candidatures sont admises.

Mais il va sans dire que ce décor est un trompe-l'œil. Les soviets qui sont censés gouverner républiques ou territoires sont eux-mêmes faits ou défaits par Moscou. Alors, pourquoi ce camouflage de la carte ? Admettons que les bolchéviks se soient rappelés certaines spéculations des libéraux d'autrefois ; ce souvenir n'explique pas un tel pullulement. Le fait est qu'ils ont voulu se concilier les allogènes, dont l'hostilité les inquiète, faciliter, par l'emploi des langues locales, leur propagande communiste, et sans doute aussi gagner des appuis en multipliant le nombre et des bolchéviks fonctionnaires, et des fonctionnaires bolchévisés. D'autre part, les républiques alliées devaient amorcer les conversations financières ou politiques, pour lesquelles les maîtres du Kreml auraient été en mauvaise posture, et peut-être attirer les éléments qui, dans les pays séparés, sans avoir de sympathie pour le moscovisme, en ont pour le bolchévisme.

Ces sympathies, jusqu'à présent peu actives, le seront sans doute encore moins maintenant qu'à Moscou même le bolchévisme tourne au « capitalisme d'État », voire au capitalisme pur et simple, et que, d'autre part, il a créé des misères qu'aucune propagande ne peut dissimuler. Peut-être le gouvernement de Lénine durera-t-il, mais la reconstitution de l'Europe orientale se fera sans lui.

Alors, avec qui ? Sera-ce avec ses adversaires d'extrême droite ? Mais ceux-ci, tout en reconnaissant l'utilité d'une large décentralisation, tout en affirmant que le tsarisme la réalisera mieux que tout autre régime, répugnent à l'idée d'un accord conclu d'égal à égal avec d'anciens sujets ; ils comptent sur la force russe, d'abord, pour rétablir l'édifice, à peu près tel qu'autrefois. Les en blâmer serait naïf ou hypocrite — ce que la force a défait, pourquoi ne le refait-elle pas ? Mais on doit se demander si cette solution créerait une paix durable, et surtout, qui l'imposerait ? Les espoirs fondés sur les armées blanches se sont évanouis ; il serait chanceux de compter, et sur l'armée rouge — encore que des réactionnaires soient passés au bolchévisme pour l'amour d'elle — et sur l'armée allemande. Le moment est passé pour une restauration simplement militaire, si tant est qu'il ait existé.

Entre les partis d'extrême-droite et d'extrême-gauche, il reste ceux qui s'étagaient, sur les bancs

des Doumas, depuis les octobristes jusqu'aux socialistes-révolutionnaires en passant par les cadets, partis ennemis autrefois et maintenant rapprochés par la haine du bolchévisme. Entre eux et les alloènes, l'entente est possible ; ils reconnaîtront des autonomies, même des indépendances, mais à des conditions sur lesquelles, pour le moment, ils ne sont pas d'accord. Ils comptent, pour tout concilier, sur la vertu des principes démocratiques, mais, si grande qu'on la suppose, on préférerait voir des plans un peu précis, et jusqu'à présent, il n'en paraît pas.

Dans le livre que nous citions tout à l'heure ⁽¹⁾, l'auteur imagine la Russie de l'avenir semblable, avec des États autonomes et des territoires, à la Grande-Bretagne d'à présent avec ses *Dominions* et ses colonies de la Couronne. Mais les *Dominions* britanniques ne sont rattachés à la mère-patrie que par des accords qu'ils déchireront d'un geste, au premier jour d'une divergence, et peut-être ce jour serait-il déjà venu si la Grande-Bretagne n'avait adapté sa politique à celle de ces impérieux associés. Or, les alloènes de la Russie peuvent-ils attendre d'elle une telle adaptation ? La disproportion des forces est trop grande, et d'autre part, la solidarité d'intérêts trop étroite, dans l'Europe orientale, pour y permettre des séparations à l'amiable. En fait, des États alloènes y seront tou-

(1) *Stankévitch. Narodj Rossii.*

jours, sinon les vassaux, du moins les subordonnés du centre russe.

L'exemple de la grande république américaine offre une autre solution. Les États qui la composent ne sont pas libres d'en sortir à leur gré — on l'a bien vu au dernier siècle ; la géographie en fait un bloc fort semblable à celui que pourra former l'*Eurasie* reconstruite. Cette ressemblance a frappé, de longue date, les hommes d'État et les géographes. Un de ces derniers, Semenof Tian-Chanski, dans une étude déjà ancienne, a fait ressortir les identités géographiques des plaines septentrionales des deux continents et en conclut à la possibilité d'organisations analogues. Pour ses allogènes les plus arriérés, l'*Eurasie* aurait des « territoires », comme ceux des États-Unis, et pour les autres, des États nombreux, symétriquement découpés, qui se grouperaient autour d'un centre mieux placé, dès à présent, que celui des États-Unis, car Washington a les inconvénients de Pétrograd. Cette solution élégante a l'avantage de démembrer, en quelque sorte, les conflits possibles ; elle n'oppose pas la Petite-Russie en bloc à la Grande-Russie en bloc, et les intérêts locaux auront chance de prendre le pas sur les passions ethniques. Les supprimeront-ils ? Les frictions seront toujours plus sensibles, en *Eurasie*, entre peuples de langues différentes qu'entre des groupes devenus parfaitement homogènes.

Il n'existe qu'un État fédéral où la race et la langue

comptent pour peu, c'est la Suisse, et cela bien que tous ses cantons puissent être attirés vers les États voisins. Mais elle est l'œuvre des siècles ; si certains de ses agrandissements sont récents, son noyau est ancien, et ses institutions aussi, du moins en ce qu'elles ont d'essentiel. Or, en Russie, l'élément ancien, c'est la Moscovie, et ce n'est pas sur ses traditions que peut se fonder l'avenir. La Russie du xix^e siècle, il est vrai, en a préparé d'autres ; l'efflorescence de sa littérature a créé des liens d'esprit entre ses lettrés de toute race, et si l'autocratie a opprimé, son joug, le même partout, n'a laissé derrière lui que le souvenir d'un effort commun vers la liberté. Il n'en est pas moins vrai que, dans la Russie du xx^e, une mentalité nouvelle devra naître, et c'est là, peut-être, la plus grande difficulté de l'avenir.

Nous ne la croyons pas insurmontable. Encore qu'après les maux déchaînés sur la Russie par l'internationalisme, il faille attendre un renouveau de nationalisme, il est permis d'espérer qu'il ne sera ni « impérialiste », ni conquérant. Nous ne fondons nos espoirs, à cet égard, ni sur les vertus de l'esprit démocratique — panacée ou non, la démocratie sera longtemps imparfaite en Russie — ni, comme quelques Russes, sur l'influence nouvelle des paysans ; dans l'État de demain, même enrichie, même relativement éclairée, leur classe ne sera pas la plus influente. Nous avons plus de confiance en cette « large nature russe »,

qui a sans doute ses défauts, mais qui est plus douce, moins âpre au gain, que beaucoup d'autres natures de peuples. En fait, dans la révolution présente, les cruautés ont été, le plus souvent, l'œuvre d'allogènes, et quant au passé, la Russie a été conquérante surtout lorsqu'elle était conquise elle-même, ou par les Varègues, ou par les Allemands de Pierre le Grand. Rendue à elle-même, il y a chance pour qu'elle soit d'autant plus libérale qu'elle sera plus nationale. On doit prévoir, en tout cas, que le souci de sa réfection matérielle et morale l'absorbera longtemps ; dans la période qui vient, son mot d'ordre sera celui que Tourguénief mettait au-dessus de tous les autres, tous, disait-il, plus ou moins tachés de sang, « Civilisation ». Si ce travail civilisateur s'accompagne d'un retour de puissance, ce n'est pas nous, Français, qui nous en plaindrons. Nous n'avons pas oublié l'aide que nous a prêtée la Russie en des jours critiques, et nous sentons trop le mal que fait son éclipse pour ne pas en souhaiter la fin. Ce n'est pas seulement du blé russe que le monde a besoin.



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	5
I. — Les influences géographiques et historiques.....	9
II. — Les Grands-Russes.....	21
III. — La question petite-russienne.....	31
IV. — La question tataro-musulmane.....	51
V. — La problême polono-russe.....	65
VI. — La Russie-Blanche.....	87
VII. — La Lettonie.....	99
VIII. — L'ensemble du problème.....	115



LES TEXTES INTÉGRAUX

DE LA

LITTÉRATURE RUSSE

Imprimé sur caractères spéciaux
des « Éditions Bossard »

DMITRI MÉREJKOWSKY. — *Le Règne de l'Antéchrist* :

D. MÉREJKOWSKY. — *Le Règne de l'Antéchrist*, traduit par Michel DE GRAMONT.

Z. HIPPIUS. — *Mon Journal sous la Terreur*, traduit par H. MONGAULT.

D. PHILOSOPHOFF. — *Notre Évasion*, traduit par MAURICE.

D. MÉREJKOWSKY. — *Le Peuple crucifié*, traduit par MAURICE.

— *La Croix et le Pentagramme*, traduit par MAURICE.

— *Tolstoï et le Bolchévisme*, traduit par Henri MONGAULT.

— *Le Carnet de Notes*, traduit par Jean CHUZEVILLE.

Un vol. in-12 Bossard. Prix..... 4.50

IVAN BOUNINE, de l'Académie russe. — *Le Monsieur de San Francisco*, traduit du russe par MAURICE. Avec un portrait de l'auteur, gravé sur bois. Un vol. in-12 Bossard. Prix..... 5.50

DMITRI MÉREJKOWSKY. — *Quatorze Décembre. Roman*, traduit du russe par Michel DE GRAMONT. Avec un portrait de l'auteur, gravé sur bois par OUVRÉ. Un vol. in-12 Bossard. Prix..... 6.50

Pour paraître prochainement :

DMITRI MÉREJKOWSKY. — *Théâtre Tragique* :

La Mort de Paul I^{er} ;

Le Tsarévitch Alexis ;

Michel Bakounine ;

La Joie sera.

Un vol. in-12 Bossard. Prix..... 8.50

IVAN TOURGUÉNIEV. — Théâtre :

*Un Mois au Village ;
Le Déjeuner chez le Maréchal de la Noblesse.*

traduit par Denis ROCHE. Un vol. in-12 Bossard. Prix. 7.50

DMITRI MÉRÉJKOWSKY. — Le Mufle-Roi (L'AVÈNEMENT DU CHAM). *Essai sur les littératures russe et étrangère*, traduit par Denis ROCHE. Un vol. in-12 Bossard. Prix... 6.50

ALEXANDRE KOUPRINE. — Le Bracelet de Grenats, traduit du russe par Henri MONGAULT. Avec un portrait de l'auteur. Prix 6.50

B. GREBENCHTCHIKOV. — Les Tchouraïev. Histoire d'une famille sibérienne. *Roman*, traduit du russe, par Henri MONGAULT. Avec un portrait de l'auteur. Prix... 6.50

ALEXANDRE KOUPRINE. — Le Duel. *Roman*, traduit du russe, par Henri MONGAULT. Avec un portrait... 6 »

AKSAKOV. — Chronique de Famille. *Roman*.
(à paraître)

SALTYKOV-CHTCHEDRINE. — Les Messieurs Golovlev
Roman. Prix..... (à paraître)

OSTROVSKY. — Théâtre. Prix..... (à paraître)

M^{me} ZÉNAÏDE HIPPIUS. — La Poupée du Diable. *Roman*,
traduit par P. DE CHÈVREMONT..... (à paraître)

IVAN BOUNINE, de l'Académie russe. — Le Village,
roman, traduit par MAURICE..... (Sous presse)

FÉDOR SOLOGOUB. — Menu Démon, *roman* (à paraître)

DOSTOÏËWSKY. — Les Frères Karamasov, traduit par
Henri MONGAULT..... (à paraître)

DOSTOÏËWSKY. — Les Possédés, *roman*, traduit par
Henri CHUZEVILLE..... (à paraître)

CONSTANTIN BALMONT. — Visions solaires, traduit par
M^{me} Ludmila SAVITZKY..... (Sous presse)

REV 15

ÚK PrF MU Brno



3 1 2 9 S 0 1 3 8 8